

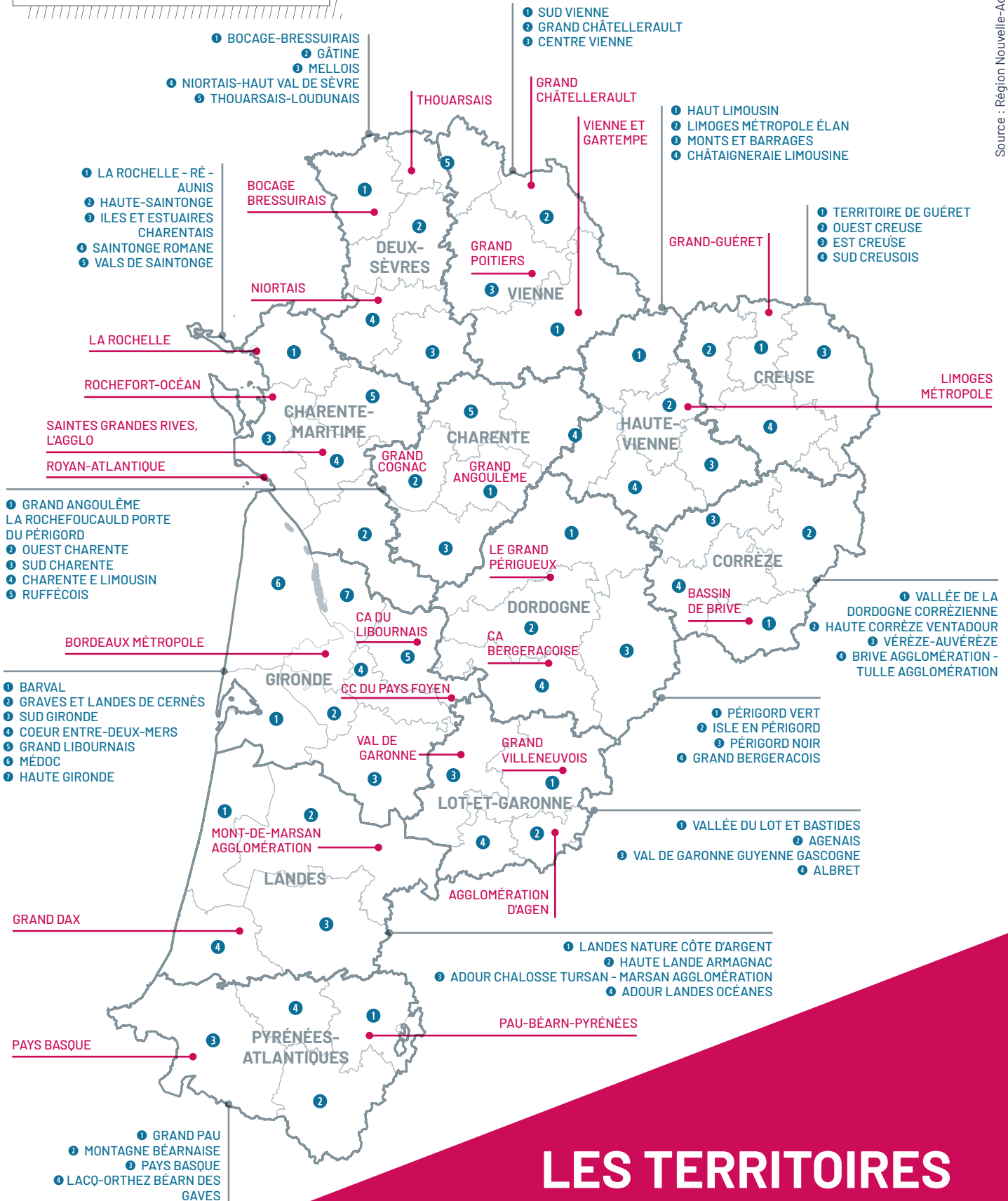
PQ
N-A

BILAN D'ACTIVITÉS 2024



● INTERCOMMUNALITÉS SIGNATAIRES D'UN CONTRAT DE VILLE

🗺️ TERRITOIRES SIGNATAIRES D'UN CONTRAT TERRITORIAL AVEC LA RÉGION



Source : Région Nouvelle-Aquitaine

LES TERRITOIRES POLITIQUE DE LA VILLE & DE CONTRACTUALISATION

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	4
CHIFFRES CLÉS 2024	6
CALENDRIER DES INTERVENTIONS 2024	10
CARTE DES INTERVENTIONS	12
POLITIQUE CONTRACTUELLE TERRITORIALE	13
POLITIQUE DE LA VILLE	18
DYNAMIQUES TERRITORIALES POUR L'EMPLOI	23
INCLUSION NUMÉRIQUE	28
DÉMARCHES ALIMENTAIRES DE TERRITOIRE	33
REVITALISATION DES CENTRES-BOURGS ET CENTRES-VILLES	38
JEU DE MOTS CACHÉS	43
ÉQUIPE ET INSTANCES	44

Directeur de la publication : Jonathan DELPECH

Coordination : Valentina REBASTI

Rédaction : Équipe PQN-A

Imprimé en 200 exemplaires

Création graphique : www.septlieues.fr

Crédits photos : sauf mention contraire, couverture, p.5-7-15-16-17-18-19-20-28-29-30-34-35-38-40-41-42-45 ©PQN-A,

p. 13-22-23-33-44 ©AdobeStock

Date : Février 2025



Crédit : Rémi Benoît



Etienne GUYOT

PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

Je suis très heureux de mettre en lumière le bilan d'activité 2024 du GIP Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine (PQN-A), centre de ressources sur le développement territorial, financé par l'État et la Région, qui porte également sur la politique de la ville. Cette année encore son action a été marquée par un engagement en faveur de la cohésion sociale, de l'inclusion numérique et des transitions.

En 2024, le GIP s'est mobilisé pour répondre aux enjeux régionaux en outillant les collectivités et les acteurs locaux afin de monter des projets au service du lien social et de l'insertion des populations les plus fragiles. Grâce aux espaces de rencontres et d'échanges proposés par PQN-A - les acteurs des territoires peuvent s'inspirer des actions exemplaires, voire innovantes, pour concevoir des solutions adaptées à leur territoire.

Le GIP a également poursuivi ses travaux, sur les programmes alimentaires de territoire, l'inclusion numérique, la lutte contre les discriminations ou l'éducation en proposant des temps d'échanges aux acteurs des cités éducatives ou des programmes de réussite éducative. Ces réalisations, que vous retrouverez sur la plateforme numérique, témoignent d'une volonté commune de bâtir une région plus inclusive et dynamique.

Je tiens à remercier l'ensemble des acteurs, des élus locaux aux associations, pour leur engagement indéfectible. Votre détermination au service des territoires de notre région est la clé de la réussite collective. Ensemble, avec le concours de PQN-A pour faire réseau et capitaliser les expériences, poursuivons notre chemin vers un avenir partagé, riche d'opportunités et de solidarités.

Alain ROUSSET

PRÉSIDENT DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

Le centre de ressources Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine est l'outil régional des territoires urbains ou ruraux pour penser leurs stratégies et construire l'avenir.

Voulu et pensé pour les acteurs du territoire, les ingénieries territoriales, le Groupement d'Intérêt Public PQN-A se doit d'être en veille permanente pour proposer des appuis en phase avec les problématiques présentes.

À ce titre, les réponses à la crise climatique et environnementale que nous traversons se construisent largement à l'échelle des territoires dans un travail décentralisé. Une massification de la « transition » sera nécessaire et les territoires y ont un rôle majeur à jouer.

Mobilisez largement PQN-A, qui est là pour vous inspirer et agir.



MISSIONS DU CENTRE DE RESSOURCES

Créé en 2002 par l'État et la Région, PQN-A est le centre de ressources sur le développement territorial. Il œuvre pour tous les territoires avec une attention particulière portée aux plus vulnérables de notre région.

Le centre de ressources a pour missions :

- 1 D'aider à la compréhension et à l'appropriation des politiques publiques** en faveur des territoires urbains, périurbains et ruraux
- 2 De structurer et d'animer les réseaux pour :**
 - **mobiliser** de façon complémentaire **les acteurs** territoriaux et sectoriels, et enrichir le travail mené en partenariat sur les territoires,
 - **favoriser les coopérations** et les alliances territoriales.
- 3 De repérer, qualifier et diffuser les expériences, pratiques et initiatives pour :**
 - faciliter ou accélérer **l'émergence et la conduite de projets intégrés** sur les territoires,
 - comprendre et favoriser les processus d'**innovation territoriale**.
- 4 D'animer et d'accompagner l'ingénierie des territoires :**
 - dans la mise en œuvre de **projets locaux**,
 - dans l'évolution de leurs compétences et pratiques,
 - dans la consolidation d'une **culture professionnelle** du développement territorial.
- 5 De consolider les interactions entre la recherche scientifique et les pratiques territoriales par :**
 - la mise en forme et en débat des **connaissances scientifiques** dans le champ du développement, de la cohésion et de la transition écologique des territoires,
 - l'initiation de **démarches d'innovation et d'expérimentation** territoriales.



Jonathan DELPECH

DIRECTEUR DE PQN-A

J'ai le plaisir de vous présenter le bilan d'activités 2024 de Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine (PQN-A). Ce document illustre notre engagement et nos réalisations pour accompagner les territoires dans leur projet, fruit d'une année de collaboration au sein de l'équipe avec les administrateurs et de nombreux partenaires.

En 2024, la coopération a été au cœur de notre action. Elle s'est traduite par des livrables et des rencontres invitant à la déployer dans vos démarches locales. En vous faisant témoigner et en valorisant vos bonnes pratiques - ces gestes qui façonnent votre engagement en tant qu'élu, directeur, chargé de mission, entrepreneur ou membre d'association - nous avons voulu mettre en lumière ces liens qui rendent l'action possible.

Au fil des pages, vous découvrirez comment, ensemble, PQN-A et les territoires, ont défriché des enjeux complexes, nous invitant à renouveler nos pratiques. Il s'agit à la fois de poursuivre les efforts en faveur de la cohésion sociale et territoriale, mais aussi de penser la fabrique des territoires de demain, pour qu'ils soient plus robustes, équilibrés et vivants. Dans notre activité, cela s'est traduit par des expérimentations pour accompagner les transitions, des visites sur site permettant de partager des projets ou encore, par la diffusion de ressources pour outiller les acteurs locaux dans leur quotidien.

Cette année marque aussi le réinvestissement de la mise en réseau autour des politiques contractuelles territoriales et des transitions qu'elles visent à encourager. Cette politique est un pilier essentiel de l'activité du centre et un outil indispensable au développement équitable des territoires.

Nous vous invitons à parcourir ce bilan avec attention, car chaque section illustre non seulement notre savoir-faire de centre de ressources, mais aussi la capacité des territoires à relever les grands défis.

CHIFFRES CLÉS 2024

PUBLICATIONS

7

PAROLES
D'ACTEURS

98

ARTICLES

38

FICHES
EXPÉRIENCE

6

PUBLICATIONS

23

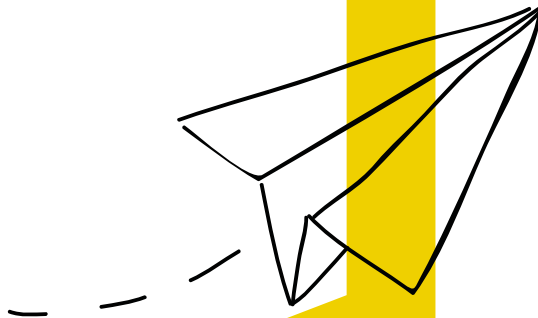
WEB-CONFÉRENCES
EN REPLAY

50

PARUTIONS DE LETTRES
D'INFORMATION
THÉMATIQUES

1

NOUVEAU FORMAT
DE NEWSLETTER
"REPÈRES"



NIVEAU D'ENGAGEMENT

72 000

VISITES SUR LE SITE PŌN-A
+40% VERSUS 2023

236 000

PAGES VUES SUR LE SITE PŌN-A
+31% VERSUS 2023

2 820

ABONNÉS SUR LINKEDIN
+45% VERSUS 2023

8 000

VUES SUR YOUTUBE

11 200

CONTACTS DANS LA BASE DE DONNÉES
+14% VERSUS 2023

LA BOUSSOLE ET LES POINTS QUI VONT GUIDER VOS PROJETS

En 2024, afin d'optimiser la gestion et la circulation des informations à destination de notre public et proposer une approche transversale de nos ressources, nous avons décidé de **réorganiser les flux d'informations**, avec une diminution de la quantité en faveur de la qualité.

C'est ainsi qu'en novembre 2024 nous avons lancé **Repères**, notre nouveau format de dossier thématique, publié trois fois par an, qui remplace la newsletter mensuelle.

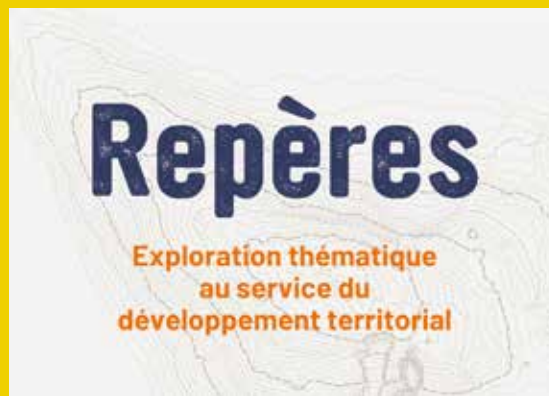
Conçu comme une boussole pour vos projets, le terme Repères fait référence aux points essentiels qui orientent et guident l'action, et permettent l'émergence de nouvelles démarches.

Chaque numéro explore un sujet clé à travers des analyses, des retours d'expérience et des documents ressources. Le premier numéro s'est penché sur la coopération entre les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) et les territoires, mettant en lumière des pratiques inspirantes pour relever des défis complexes, comme la précarité, les inégalités sociales ou la transition écologique.

En parallèle, notre offre de lettres d'information a été rationalisée avec une nouvelle approche thématique. **Quatre lettres d'information** ont vu le jour (à la place des cinq précédentes), chacune avec ses thématiques phares :

- **Point de Bascule** : développement local, transition et revitalisation,
- **Point de Convergence** : développement local dans les quartiers politique de la ville,
- **Point de Contact** : inclusion numérique dans les territoires
- **Point d'Ébullition** : projets alimentaires de territoire

Dans ce cadre la lettre d'information thématique sur l'emploi a été arrêtée en juin en faveur d'une communication plus ciblée selon l'actualité. Des focus sont ainsi prévus dans chacune des lettres proposées. Ces nouveaux formats ont été pensés pour inspirer, informer et dynamiser vos projets, missions clés de PQN-A.

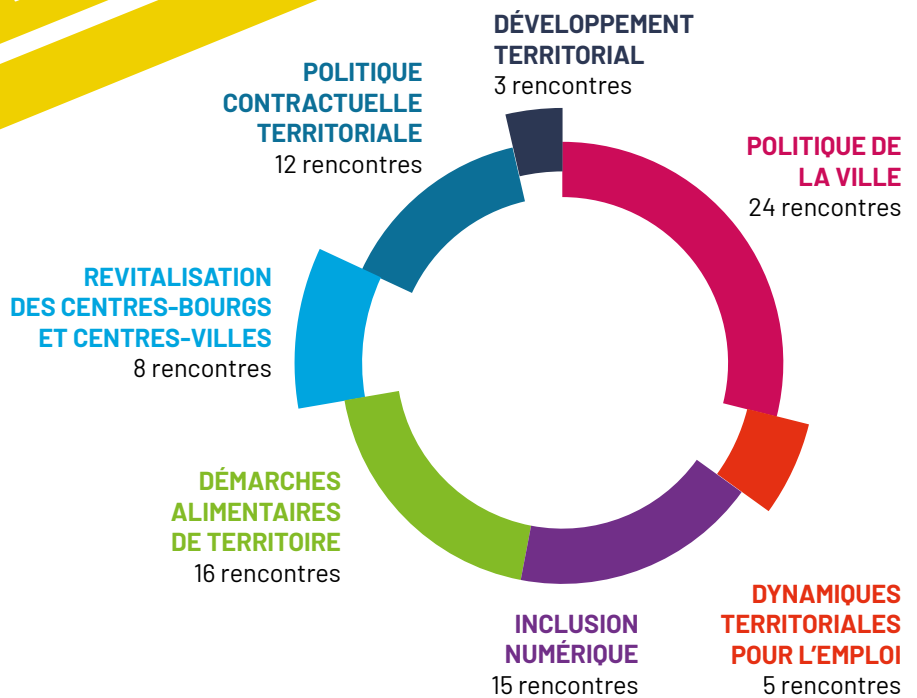


ABONNEZ-VOUS !



CHIFFRES PARTICIPATION 2024

83
RENCONTRES



25
RENCONTRES EN PRÉSENTIEL

Durée : 1 journée
Objectif : se rencontrer, partager en direct, approfondir un sujet, renforcer son réseau.

PQN-A propose différents formats pour s'adapter aux besoins du public. En 2024 nous avons proposé :

4
VISITES SUR SITE
Pour découvrir un projet de territoire et aller directement à la rencontre de ses acteurs

5
RENCONTRES RÉGIONALES ET FORUMS
Pour échanger et proposer une prise de hauteur sur les grands sujets du développement local

5
FORMATIONS ET ATELIERS
Pour s'outiller et mobiliser de nouveaux modes de faire dans les projets

9
RENCONTRES POUR DES EXPÉRIMENTATIONS
Pour initier et accompagner des démarches innovantes sur les territoires

2
COMMUNAUTÉS DE PRATIQUE
Pour travailler entre pairs afin de trouver des solutions aux problèmes rencontrés dans sa pratique professionnelle.

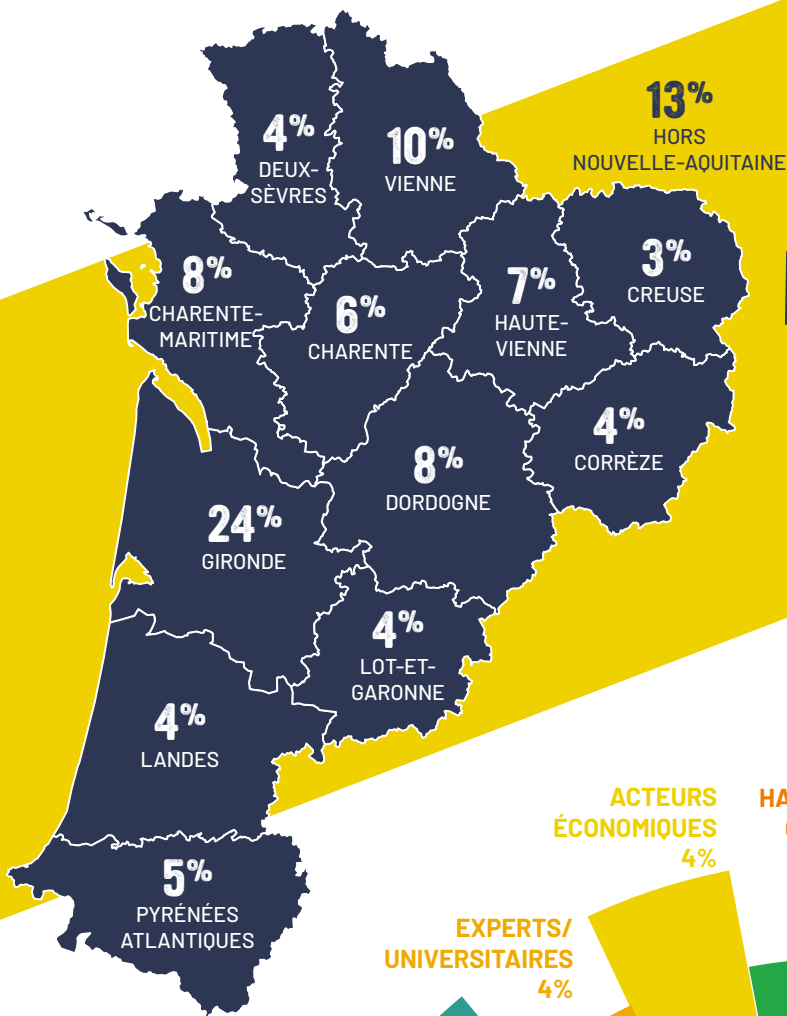
58
RENCONTRES EN DISTANCIEL

Durée : entre 1h et 2h selon les formats
Objectif : faciliter l'accès aux ressources, le partage et l'investissement sur un sujet malgré les distances géographiques.

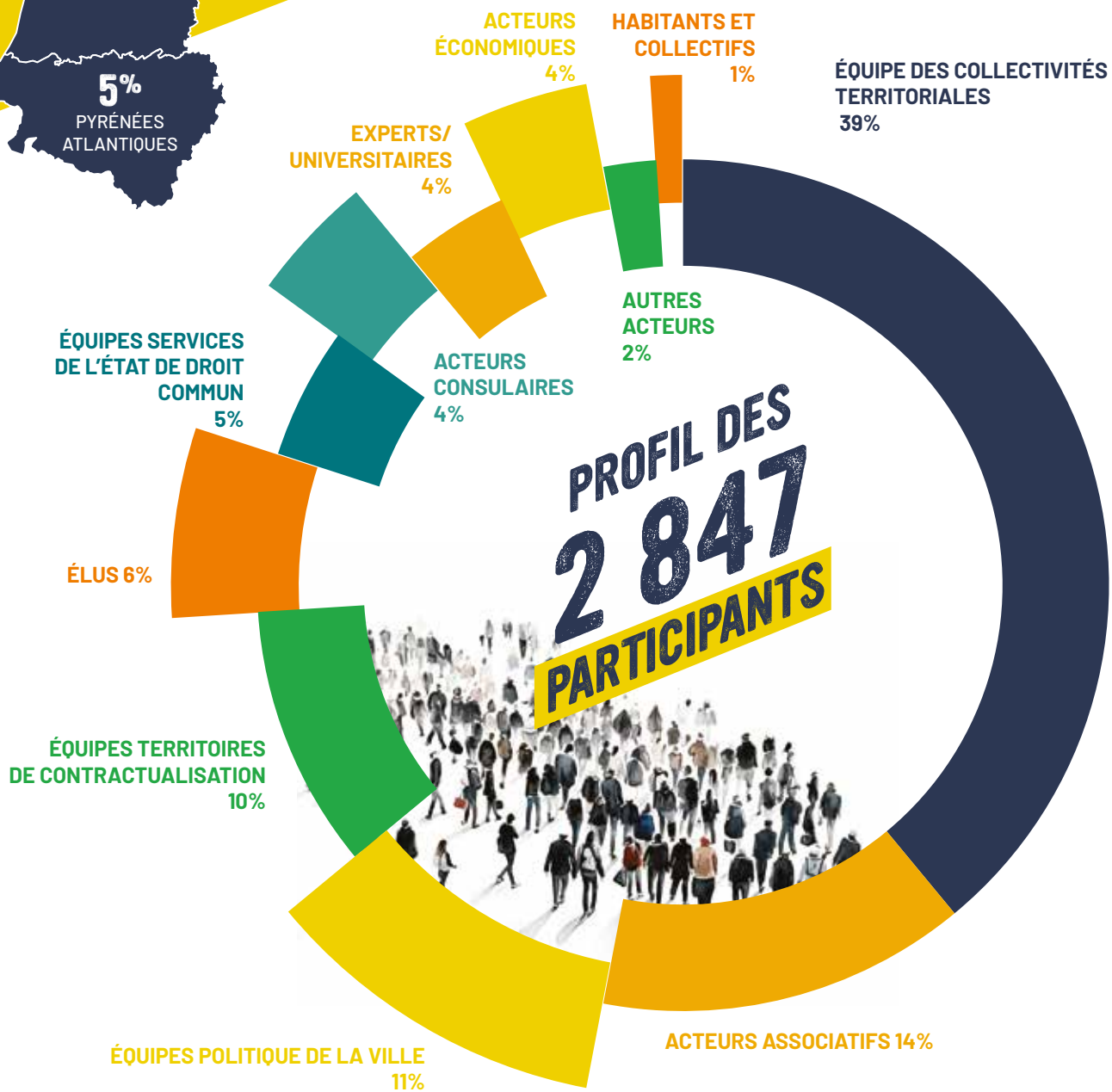
21
WEBINAIRES
Durée : 1h30-2h
Objectif : aider à l'appropriation d'un sujet grâce aux contributions d'experts et à des témoignages de territoires.

24
CAFÉS ET RDV
Durée : 1h
Pour échanger sur les sujets d'actualité et les démarches en cours avec d'autres professionnels dans un cadre informel

13
GROUPES ET RÉUNIONS DE TRAVAIL
Durée : 1h
Sur un sujet précis, analyser ensemble, faire remonter les besoins du terrain et structurer les actions pour répondre aux enjeux identifiés



PROVENANCE DES PARTICIPANTS



CALENDRIER

2024

JANVIER

- 17-18/01 **Formation** à l'animation et aux outils intelligence collective
- 25/01 **Politique de la ville** Café de la PV : les grandes priorités issues de la consultation citoyenne
- 26/01 **Inclusion numérique** Groupe de travail #1 : cadre méthodologique de sa feuille de route FNE
- 29/01 **Politiques contractuelles et transitions** Webinaire #1 : politiques contractuelles, où en sommes-nous dans les projets de transitions ?
- 30/01 **Démarches alimentaires** Présentation de l'outil AUSE au Forum national de l'ESS à Niort (79)

FÉVRIER

- 01-02/02 **EGPP** (États Généraux des Pôles territoriaux et des Pays), La Rochelle (17)
- 6/02 **Politique de la ville** Webinaire Élus : animer la Politique de la ville et le contrat de ville dans la durée"
- 8/02 **Inclusion numérique** Rendez-vous de l'IN : méthode de contractualisation
- 12-13/02 : **Formation interne** sur la co-construction
- 14 février **Inclusion numérique** Webinaire : mobiliser les élus par Hubikoop x PQN-A x Mednum
- 15/02 : **Formation interne** sur l'intelligence collective
- 15/02 **Démarches alimentaires** Café des PAT #17 : le foncier agricole, les outils de mise en œuvre pour les collectivités
- 22-23/02 **Inclusion numérique** Formation des hubs IN : méthodologie de co-construction d'une feuille de route FNE

MARS

- 07-08/03 **Inclusion numérique** Formation des collectivités : méthodologie de co-construction d'une feuille de route FNE
- 12/03 **Politiques contractuelles et transitions** Café des territoires : le Contrat Opérationnel de Mobilité
- 12/03 : **Politique de la ville** Webinaire : la lutte contre les discriminations, les territoires en action, quels retours d'expériences ?
- 12/03 **Assemblée générale** (vote du compte financier 2023)
- 14/03 **Démarches alimentaires** Café des PAT #18 : l'animation d'un comité de pilotage
- 21/03 **Inclusion numérique** RDV de l'IN : point d'étape sur vos feuilles de route
- 26/03 **Démarches alimentaires** Webinaire : présentation de l'outil AUSE

- 28-29/03 **Développement territorial** Forum des développeurs, à Tulle (19)

AVRIL

- 9/04 **Politique de la ville** Café de la PV : lutte contre les discriminations
- 10/04 **Inclusion numérique** Groupe de travail #2 : portrait de territoire
- 29/04 **Politiques contractuelles et transitions** Café des territoires : mobilités durables
- 30/04 **Démarches alimentaires** Webinaire : restitution des expérimentations territoriales sur les circuits courts et de proximité

MAI

- 15/05 **Revitalisation des centres-bourgs** Webinaire : les enjeux de la rénovation énergétique des écoles dans les stratégies de revitalisation
- 2/05 **Inclusion numérique** RDV de l'IN : les enjeux et axes prioritaires des feuilles de route
- 16/05 : **Démarches alimentaires** Café des PAT #19 : Comment mobiliser le dispositif européen LFE ?
- 15/05 PV **Politique de la ville** Café de la PV : éducation
- 28/05 **Politiques contractuelles et transitions** Café des territoires : les mobilités en zones peu denses, intégration dans le projet de territoire et mobilisation des élus

JUIN

- 04/06 **Inclusion numérique** Rendez-vous de l'IN : s'inspirer pendant l'été pour enrichir sa feuille de route
- 7/06 **Politiques contractuelles et transitions** Webinaire #2 : Projet(s) de territoire et transitions : par où commencer ?
- 7/06 **Inclusion numérique** Rencontre : formation FNE
- 13/06 **Politique de la ville** Café de la PV : sport
- 18-19/06 **Politique de la ville** Rencontre : expérimentation Quartiers en transition
- 20/06 **Politique de la ville** Groupe de travail : éducation
- 17/06 **Revitalisation des centres-bourgs** Visite sur site à Excideuil (24) : les enjeux de l'eau dans les stratégies de revitalisation
- 27/06 **Lutte contre les discriminations** Rencontre régionale : agir contre les discriminations dans les territoires, au Grand Périgueux (24)
- 27 juin **Démarches alimentaires** Groupe de travail : outils pour aider au passage à l'opérationnel des Démarches et Projets Alimentaires de Territoire
- 28 juin **Politiques contractuelles et transitions** Café des territoires : la biodiversité dans les projets de territoire

JUILLET

- 1-2-3/07 **Politique de la ville** Rencontres européennes de la participation citoyenne, à Toulouse (31)
- 4/07 **Politique de la ville** **Emploi** Webinaire : quelles politiques publiques mobilisables pour l'entrepreneuriat dans les QPV ?
- 10/07 **Démarches alimentaires** Groupe de travail : où en sont les territoires sur la lutte contre la précarité alimentaire ?

SEPTEMBRE

- 5/09 **Politiques contractuelles et transitions** Café des territoires : actualités sur la mobilisation des dispositifs contractuels et sur la planification écologique
- 6/09 **Revitalisation des centres-bourgs** Groupe de travail : aménager son centre bourg pour la vie nocturne
- 12/09 **Démarches alimentaires** Café des PAT #20 : rencontre avec les directions régionales en charge de la mission DAT
- 10/09 : **Politique de la ville** **Emploi** Café de la PV : entrepreneuriat et quartiers
- 17/09 **Inclusion numérique** Webinaire- Numérique responsable et collectivités locales : de quoi parle-t-on ?
- 18/09 **Revitalisation des centres-bourgs** Groupe de travail : quels besoins pour une communauté de pratique ?
- 19/09 **Développement territorial** Concevoir et déployer un tiers-lieu
- 24/09 **Politique de la ville** **Emploi** Webinaire : l'entrepreneuriat dans les QPV, quels retours d'expériences?
- 27/09 **Politiques contractuelles et transitions** Visite sur site : la mobilité au service des transitions territoriale sur la CC Aunis-Atlantique, commune de Ferrières (17)
- 27/09 **Démarches alimentaires** Participation au webinaire partenaire France PAT : mobilisation des élus

OCTOBRE

- 1/10 **Démarches alimentaires** Visite sur site : coopération entre structures de l'ESS et PAT à Poitiers (86)
- 2/10 **Démarches alimentaires** Communauté de pratiques à destination des chargé.e.s de mission PAT/DAT à Poitiers (86)
- 3/10 **Inclusion numérique** **Politique de la ville** Visite sur site : l'inclusion numérique dans les quartiers prioritaires dans le QPV Hauts de Ste Croix Mounédé à Bayonne (64)
- 4/10 **Politique de la ville** **Emploi** Webinaire RNCRPV : coopération pour l'emploi dans les quartiers
- 7/10 **Revitalisation des centres-bourgs** Webinaire : adapter son centre-bourg au changement climatique - Expérimentation étudiante à Echiré (79)
- 07/10 **Politique de la ville** Café de la PV : présentation de l'offre de formation PQN-A
- 08/10 **Politique de la ville** Webinaire : ATFPB
- 10/10 **Inclusion numérique** RDV de l'IN : finaliser sa feuille de route
- 10/10 **Conseil d'administration** (modification feuille de route 21-

27 et présentation orientations 2025)

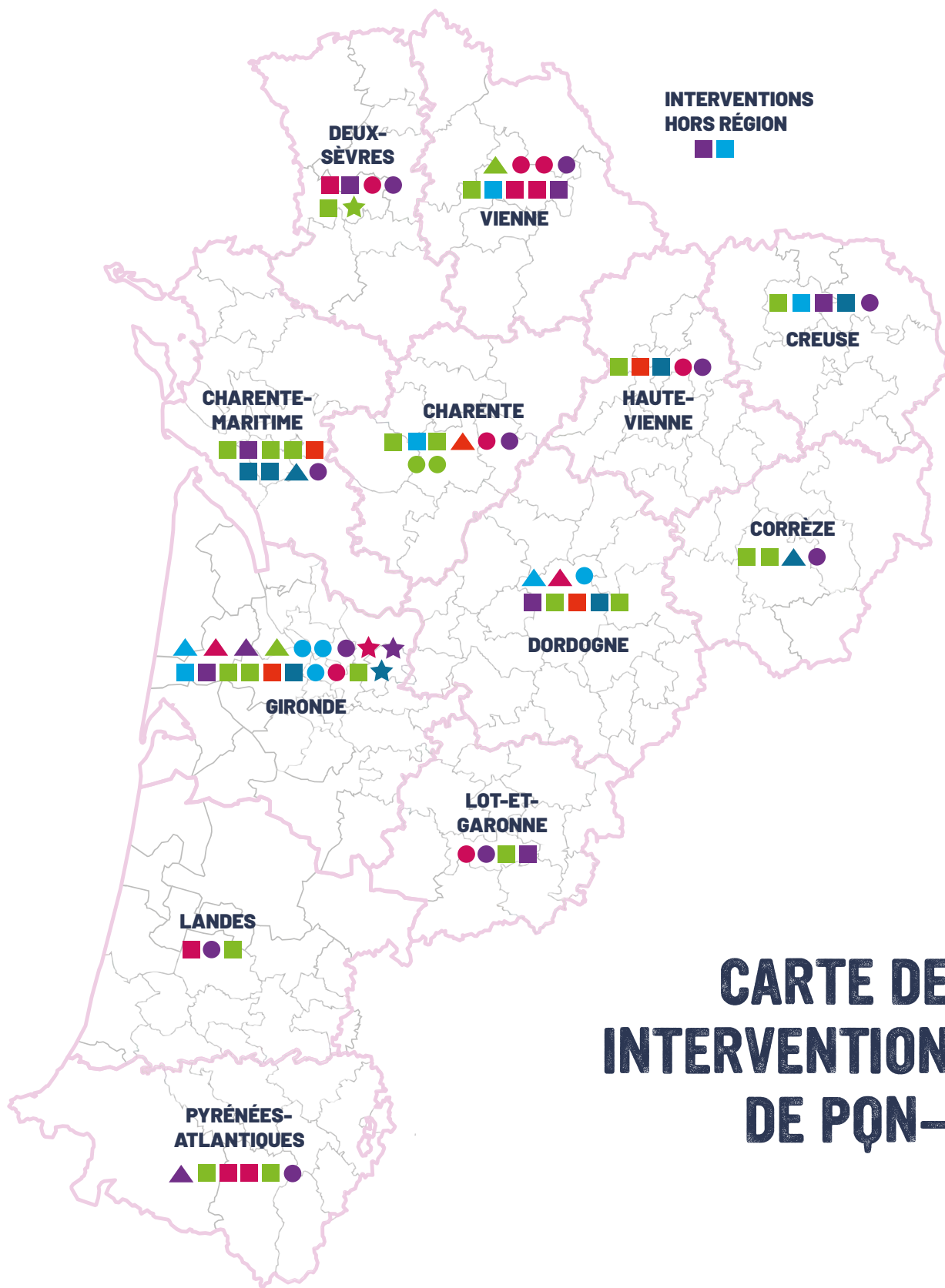
- 11/10 **Politiques contractuelles et transitions** Café des territoires : communautés de communes, Pays, PETR : quelles relations avec les maires ?
- 14-15-16/10 **Politique de la ville** Regroupement des centres de ressources Politique de la ville, à Lille (59)
- 15/10 **Politiques contractuelles et transitions** Webinaire #3 : garder le cap des transitions dans la conduite de son projet de territoire
- 16-17/10 **Démarches alimentaires** Forum des acteurs du Pacte Alimentaire à Bordeaux (33)
- 29/10 **Revitalisation des centres-bourgs** Webinaire : construire la soutenabilité financière d'une démarche de revitalisation

NOVEMBRE

- 6/11 PV **Politique de la ville** Groupe de travail : éducation
- 12/11 PV **Politique de la ville** Webinaire : sport et quartiers, quelles politiques publiques mobiliser ?
- 14/11 **Emploi** **Politiques contractuelles et transitions** Café des territoires : les questions d'emploi dans les démarches territoriales
- 14-15 PV **Politique de la ville** Expérimentation Quartiers en transition à Châtelleraut (86)
- 19/11 **Développement territorial** Rencontre de l'ingénierie territoriale
- 20/11 **Démarches alimentaires** Webinaire : pourquoi agir contre la précarité alimentaire sur mon territoire ?
- 21/11 **Inclusion numérique** Webinaire - Numérique et précarités : rural, urbain, quels enjeux ?
- 22/11 **Démarches alimentaires** Webinaire : interconnaissance entre filières coopératives et PAT
- 22/11 **Emploi** Rencontre régionale : favoriser le recrutement des employeurs, un levier pour le développement économique des territoires, à Soyaux (16)
- 22/11 **Conseil d'administration** (vote BR 2024 / programme d'actions 2025 / BI 2025)
- 28/11 **Politique de la ville** **Démarches alimentaires** Café d'interconnaissance entre le réseau des chargés de Projets Alimentaires de Territoires et de la politique de la ville
- 29/11 **Démarches alimentaires** Table ronde : festival Néo Terra

DÉCEMBRE

- 3/12 **Démarches alimentaires** Présentation de l'outil AUSE aux Assises territoriales de la transition agroécologique et alimentaire à Montpellier (34)
- 10/12 **Revitalisation des centres-bourgs** Communauté de pratique des chefs de projet revitalisation
- 4-5/12 **Politique de la ville** Formation ANCT pour les troïkas académies Bordeaux-Poitiers, à Paris (75)
- 6/12 **Inclusion numérique** Groupe de travail #3 du cycle FNE : animer sa feuille de route
- 12/12 **Politiques contractuelles et transitions** Café des territoires : bilan de 2024 et perspectives en 2025



CARTE DES INTERVENTIONS DE PŌN-A

■ RETOUR D'EXPÉRIENCE
Fiches d'expériences et vidéos

▲ JOURNÉE DE RENCONTRE

● ACCOMPAGNEMENT
DES TERRITOIRES

★ PARTICIPATION À UN
ÉVÉNEMENT MAJEUR

▶ POLITIQUE CONTRACTUELLE TERRITORIALE

▶ POLITIQUE DE LA VILLE

▶ DYNAMIQUES TERRITORIALES POUR L'EMPLOI

▶ INCLUSION NUMÉRIQUE

▶ DÉMARCHES ALIMENTAIRES DE TERRITOIRE

▶ REVITALISATION DES CENTRES-BOURGS ET CENTRES-VILLES

OUTILLER

- 6 appuis conseils

PARTAGER SE RENCONTRER

- 1 Forum "Les transitions au coeur des pratiques des développeurs"
- 1 visite sur site sur les projets de mobilités au service des transitions territoriales
- 4 webinaires
- 8 cafés des territoires
- 1 Journée Rencontres de l'ingénierie territoriale de la Région

POLITIQUE CONTRACTUELLE TERRITORIALE

INSPIRER

- 6 fiches d'expériences
- 1 parole d'acteur

INFORMER

- 5 lettres d'information thématique "Point de bascule"
- 13 articles



**ABONNEZ-
VOUS !**

à votre lettre
d'information :
Point de bascule

LES TRANSITIONS TERRITORIALES ? RENFORCER LES FONDAMENTAUX POUR PASSER À L'ACTION !

En 2024, PQN-A a proposé un cycle de qualification "Faciliter le déploiement des transitions dans les projets de territoire" à destination des acteurs des politiques contractuelles et des pilotes des projets de territoire. Cette animation en continu s'est mise en place pour couvrir le champ des transitions et pour accompagner les acteurs du développement territorial.

L'animation "Territoires et transitions" déployée au sein de PQN-A depuis 2023 s'inscrit dans le cadre des politiques contractuelles de l'État, de la Région et de l'ADEME et s'appuie sur le socle des ambitions Néo Terra et de la planification écologique menée à l'échelle régionale.

Considérant que les politiques contractuelles forment un cadre englobant des démarches territoriales, ces dernières concourent directement à inscrire les transitions au cœur des projets de territoire, avec une double intention d'articulation et de priorisation des actions.

La mise en mouvement en faveur des transitions territoriales s'opère par le dépassement des cadres sectoriels. Dans ces dynamiques, une réinterrogation des rôles et des postures des acteurs dans l'engagement et la conduite des projets de territoire semble nécessaire. Le programme d'actions proposé en 2024 avait donc pour objectifs d'interroger ce qu'impliquent les transitions pour les territoires : quels outils mobiliser ? Par où commencer ? Comment piloter les transitions territoriales ? Quel rôle pour les élus ? Il s'agissait également de mettre en avant les actions qui peuvent être porteuses d'inspiration et d'impacts concrets en faveur des transitions.

Accompagner la territorialisation des transitions

L'entrée retenue pour l'animation de PQN-A est celle de la territorialisation des transitions, qui traduit à la fois le point de départ, la méthode et l'objectif, dans la mesure où le territoire nécessite - et permet - une approche transversale. C'est donc à partir de la capacité des territoires à transcrire un projet qui intègre plusieurs démarches de développement et de planification que s'est construit le cycle de qualification. Cette vision, dépassant les silos, s'attache à rendre plus opérants les projets de territoire et à faciliter leur mise en œuvre.

Les politiques contractuelles territoriales portées par l'État et la Région ont pour trait commun de mettre les transitions au cœur de leurs ambitions et d'intégrer des objectifs en faveur de l'atténuation et de l'adaptation des territoires. Avec la feuille de route Néo Terra portée par la Région Nouvelle-Aquitaine et la planification écologique pilotée par les services de l'État, les territoires disposent de nombreuses entrées pour conduire leurs transitions. Toutefois, la territorialisation des transitions soulève des problématiques quant aux modes de faire : le portage politique et administratif ne se décrète pas et les évolutions à engager sont profondes pour les structures.

L'entrée par la territorialisation des transitions vise la complémentarité avec les ressources nationales et régionales existantes et permet d'accompagner la montée en compétences des territoires. Au travers de trois webinaires, à destination des élus et/ou de l'ingénierie des développeurs locaux, PQN-A a cherché à explorer comment les territoires mobilisent les outils à leur disposition, comment les élus initient la bifurcation des démarches et enfin comment peuvent être pilotées les transitions. Pour chacun de ces webinaires, nous avons bénéficié d'un apport d'expertise, avec Daniel Compagnon, enseignant-chercheur à Sciences Po Bordeaux et vice-président d'AcclimaTerra, Stéphane Vincent, délégué général de la 27^e Région et Bruno Paulmier, président de l'association des dirigeants territoriaux et anciens de l'Institut National des Études Territoriales (ADT-INET), membre du bureau du Comité 21 et ancien DGS de la Ville de Niort. Les témoignages apportés par les territoires ont montré la diversité des situations initiales et des réponses apportées pour écrire et conduire le projet. Cinq territoires sont également venus témoigner dans nos webinaires : le Syndicat Mixte Est Creuse développement (23), le PNR Médoc (33), la communauté de communes Haut-Limousin-en-Marche (87), le pôle Haute-Lande (40) et la communauté d'agglomération du Grand-Angoulême (16).



Favoriser l'interconnaissance et partager ses expériences

L'offre de PQN-A en 2024 s'est aussi attachée à favoriser des temps de rencontres et d'échanges pour les membres du réseau des acteurs du développement local néo-aquitain. Retenant que les expériences des territoires et des acteurs composent un socle d'inspiration pour tous et que l'acculturation contribue à la montée en compétence de chacun, plusieurs formats de rencontres ont été proposés.

Le café des territoires constitue à ce titre une action qui illustre la volonté d'animer et de (re)mobiliser le réseau de l'ingénierie territoriale, et notamment celui des territoires de contractualisation. L'objectif est de proposer un temps d'échanges de pratiques, d'expériences, de problématiques entre pairs de manière régulière. Le café des territoires réunit mensuellement, sur une durée d'une heure et en visioconférence, les agents des territoires.

Au mois de mars, l'ingénierie territoriale s'est déroulée à Tulle (19) pour le deuxième forum des développeurs locaux organisé par PQN-A et l'ADENA, sur la thématique "les transitions au cœur des pratiques des développeurs". 120 participants sur deux jours ont participé à cet événement pour aborder les grands sujets du développement local et

l'évolution des pratiques professionnelles. Pour ce faire, l'événement a été rythmé par un atelier participatif et prospectif, une conférence qui a contribué à réexaminer l'action territoriale pour être à la hauteur du changement global, des ateliers de travail et enfin une conférence inversée pour interroger le fond et la forme du développement local au regard des transitions. Au mois de novembre PQN-A a également contribué à l'organisation et à l'animation des rencontres de l'ingénierie territoriale de la Région Nouvelle-Aquitaine. Au travers de ces deux événements, nous avons pu noter la réception positive de ces temps techniques dans lesquels les chargés de projet sont appelés à faire part de leur quotidien et de celui de leurs structures.

Autre rencontre, la visite sur site, consacrée aux projets de mobilités au service des transitions territoriales, qui s'est déroulée sur le territoire de la communauté de communes Aunis-Atlantique au mois de septembre. Dans ce format, l'objectif de la rencontre était double : contribuer au rassemblement du réseau cité plus haut, mais aussi donner à voir le déploiement de solutions concrètes en faveur des transitions par les territoires. Pour cette première visite, c'est le thème des mobilités qui a été abordé. La quarantaine de participants à cette visite sur site ont pu voir comment l'axe dédié aux mobilités douces et actives contribue directement au changement de modes et de vie et au projet global des transitions territoriales.



TROIS REPÈRES POUR L'AMÉNAGEMENT ANTHROPOCÈNE

RETOUR SUR LA CONFÉRENCE DE STÉPHANE CORDOBES

Stéphane Cordobes est directeur général de l'Agence d'urbanisme de Clermont Massif central et également conférencier. Ses travaux portent sur la question anthropocène et la réorientation écologique des territoires. Son intervention lors du forum des développeurs locaux à Tulle (19) a permis d'établir des repères pour l'action locale qui appellent à des changements profonds.

Porter la sobriété pour respecter les limites planétaires

Le premier repère acte des limites de ce dont en tant qu'espèce nous avons besoin pour vivre. On sait que c'est le dépassement de ces limites planétaires et la grande accélération de notre développement qui nous conduit à la situation critique actuelle. Pour faire face à l'épreuve anthropocène, pas d'autre choix que de repenser nos espaces de cohabitation et la manière de les aménager en faisant de l'épuisabilité et de la rareté des « ressources » un préalable incontournable. La palette de ce qui est déjà expérimenté est large : réparation, retraitement, réhabilitation, réutilisation... Sans doute faut-il aller plus loin et apprendre aussi à réduire et renoncer, voir à préserver et reconstituer. Accepter aussi, là où la concurrence entre territoires règne souvent encore en maître, à redistribuer, partager, mutualiser et coopérer pour diminuer au maximum l'empreinte de nos régimes d'aménagement et modes de cohabitation.

Penser un aménagement qui prend soin du vivant

Le second repère fait le deuil d'une nature immuable, indifférente à nos agissements et inconditionnellement hospitalière. Mode de cohabitation et régime d'aménagement moderne en mésestimant la robustesse du vivant et des écosystèmes dont nous dépendons pour vivre nous conduisent à une situation critique. Prendre la mesure de cette menace oblige à considérer chacune de

nos entreprises visant à adapter nos milieux à nos besoins en élargissant notre regard et considérant les conséquences et l'impact de celles-ci non seulement sur nous, humains, mais sur l'ensemble des vivants qui compose nos mondes. Inverser la tendance c'est ni plus ni moins que de penser un aménagement qui prête attention, répare, prene soin du vivant, humains et non-humains compris.

Faire de chacun un acteur à part entière de l'aménagement

Le troisième repère porte sur la maîtrise technique et le culte de l'expertise propre à l'aménagement moderne. On l'aura compris à travers ses lignes, le terme aménagement tel qu'on le mobilise dans ce texte est considérablement élargi et ne renvoie pas au sens entendu d'action et de politique publique qui nous est familier, à sa confiscation par les experts, ingénieurs et responsables qui en ont à la charge, à l'acte de construire des infrastructures et équipements... Il n'y a de fait pas un vivant qui n'aménage pas son milieu pour l'adapter à ses besoins vitaux. Pas un vivant qui ne dépend pas d'autres, vivants et non vivants, qui ne cohabitent donc, pour exister. On pourrait filer encore longtemps la métonymie. Actons pour conclure et en guise de troisième repère que le régime d'aménagement pour cohabiter dans le monde anthropocène ne sera pas réservé aux experts et responsables cantonnant les autres à un rôle d'usagers, voire de consommateurs, ou pire de ressources, mais participera de l'élaboration d'une culture commune, intelligente et technique, mais aussi sensible et relationnelle, d'une encapacitation collective susceptible quel que soit son pouvoir, sa place et son échelle d'action, de faire de chacun un acteur à part entière de l'aménagement des espaces de cohabitation dont nous dépendons tous pour vivre.

Des repères à tester

Sobriété, soins, acculturation capacitation : trois repères que l'on peut sans difficulté s'employer à tester, en évaluant par exemple à leur aune les projets territoriaux dont nous avons la charge avant d'envisager d'en faire le cas échéant des principes directeurs pour réorienter nos régimes d'aménagement et fonder de nouveaux modes de cohabitation répondant au trouble anthropocène.



LES MOBILITÉS AU SERVICE DES TRANSITIONS TERRITORIALES

LA VIDÉO



Les mobilités constituent une entrée majeure des problématiques relatives aux transitions territoriales, avec des enjeux environnementaux, économiques et sociaux forts. Comme axes de développement et de transitions, elles s'appuient sur plusieurs leviers : les coopérations territoriales, l'animation et l'investissement en faveur d'alternatives aux déplacements automobiles, l'aménagement du cadre de vie et le changement des habitudes. La thématique des mobilités a donc été retenue pour une visite sur site afin de montrer comment celle-ci contribue au projet global de transitions territoriales.

La rencontre s'est déroulée à Ferrières (17), bourg de la communauté de communes Aunis-Atlantique où une feuille de route opérationnelle a été élaborée pour engager une trajectoire de transition écologique commune. Pour réussir cette transition et prioriser les investissements et les moyens, les élus ont identifié trois défis prioritaires qui doivent permettre d'orienter la trajectoire du territoire : les mobilités, la transition économique et sociale et la coopération territoriale.

Sur le temps d'une journée, la quarantaine de participants ont pu découvrir les actions déployées par la communauté de communes Aunis-Atlantique, territoire peu dense, avec

des problématiques de déplacement domicile-travail et une très forte dépendance des ménages à la voiture individuelle. Ils ont également travaillé collectivement en ateliers et participé à une table ronde dédiée aux coopérations territoriales.



CHIFFRES CLÉS

LES CONTRATS EN NOUVELLE-AQUITAINE

53

CONTRATS DE DÉVELOPPEMENT ET DE TRANSITIONS AVEC LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

96

CONTRATS POUR LA RÉUSSITE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE (CRTE) AVEC L'ÉTAT

L'ANIMATION TERRITOIRES ET TRANSITIONS

532

PARTICIPANTS SUR L'ANNÉE 2024

PARTAGER SE RENCONTRER

- 1 rencontre régionale sur la lutte contre les discriminations
- 8 web-conférences (dont 4 en lien avec l'emploi et les précarités alimentaire et numérique)
- 4 groupes de travail
- 6 cafés de la politique de la ville (dont 1 en lien avec l'agriculture-alimentation)
- 7 groupes de travail thématiques et 1 rencontre annuelle du réseau national des CRPV
- 1 journée d'animation du réseau des délégués du préfet sur les Cités éducatives
- 4 journées de formation à destination des Cités éducatives pour le compte de l'ANCT
- 1 visite sur site en QPV (en lien avec l'inclusion numérique)

EXPLORER EXPÉRIMENTER

- 1 expérimentation territoriale "Quartiers en transitions" : 4 jours de rencontres, 3 webinaires, 3 territoires accompagnés individuellement
- 1 article scientifique sur la lutte contre les discriminations

POLITIQUE DE LA VILLE

INSPIRER

- 2 paroles d'acteurs
- 11 fiches expériences

OUTILLER

- 23 appuis conseils
- 22 articles analyses
- 4 guides et outils partagés

INFORMER

- 11 lettres d'information thématique
- 16 articles
- 1 panorama des acteurs de la lutte contre les discriminations

ABONNEZ-VOUS !

à votre lettre
d'information :
Point de convergence



ACCOMPAGNER LE DÉMARRAGE DU NOUVEAU CYCLE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE 2024-2030

L'année 2024 a vu le lancement des contrats de ville Engagements Quartiers 2030. L'année s'est structurée autour d'un travail d'analyse régionale des contrats de ville et d'approfondissement de sujets clés, comme les transitions ou la lutte contre les discriminations. Le centre de ressources a également investi le champ de l'éducation dans la politique de la ville.

Ce fut une année dense marquée par un renforcement de l'équipe mobilisée sur la politique de la ville et la structuration d'un pôle cohésion rassemblant la politique de la ville, l'emploi et l'inclusion numérique. Ces évolutions ont notamment permis de travailler davantage en transversalité sur les sujets qui concernent les habitants des Quartiers Politique de la Ville (QPV).

Décrypter ce qui se joue dans la nouvelle géographie prioritaire et les contrats de ville

La géographie prioritaire a été actualisée au 1er janvier 2024 pour la France métropolitaine et différents textes réglementaires sont venus préciser les nouvelles modalités et orientations de ce nouveau cycle de contractualisation. PQN-A a fait un travail de diffusion et de décryptage de ces textes au fil de l'eau afin d'aider les territoires à se situer.

Ce travail s'est aussi traduit par une actualisation et une refonte du tableau de bord de données Hublot (anciennement Hauban) mis à la disposition des acteurs de la politique de la ville depuis 2022. Cet outil agrège l'ensemble des indicateurs disponibles aux contours exacts des 83 QPV de la Nouvelle-Aquitaine. Il est essentiel dans l'observation des quartiers, mais aussi dans le suivi et le pilotage de l'action à différentes échelles. Il continuera à être actualisé en 2025 au fur et à mesure de la disponibilité de ces nouveaux indicateurs.

Enfin, PQN-A a conduit une analyse des 26 contrats de ville Engagements Quartiers 2030 de la région, avec pour ambition de construire une vision régionale des orientations de la politique de la ville. Il s'agit à la fois d'une analyse du processus de fabrication des contrats, et d'une analyse des priorités locales, des modes de gouvernance et de l'opérationnalisation des stratégies. Un webinaire prévu début 2025 doit permettre de partager ces enseignements

avec le réseau. Les 26 fiches territoires présentes sur la plateforme de PQN-A ont également été actualisées avec les principales informations contenues dans les contrats, afin de favoriser la mise en réseau des acteurs.

Gouvernance : quel est le rôle des élus dans l'animation et le pilotage de la politique de la ville ?

Le lancement des nouveaux contrats de ville était un moment propice pour interroger la gouvernance, l'animation et le pilotage de la politique de la ville. L'élu à la politique de la ville, en particulier, y joue un rôle fondamental. PQN-A a exploré en 2024 la question du profil particulier de ces élus, le travail exigeant de mobilisation transversale et multi-acteurs qui est le leur, la manière dont ils vivent et portent leur délégation et les défis à relever au démarrage d'un nouveau cycle de la politique de la ville et face aux transformations à l'œuvre dans les quartiers. Ce travail a donné lieu à un webinaire donnant la parole à deux élues, à un article produit par une experte des gouvernances locales, et une interview d'un élu à la politique de la ville.



L'éducation dans les quartiers prioritaires, un enjeu déterminant d'émancipation des habitants

Le centre de ressources a souhaité en 2024 investir plus fortement la thématique de l'éducation, un enjeu clé et historique de la politique de la ville. Il s'agissait pour cette année de relancer une animation des réseaux d'acteurs, de faire un travail d'identification des enjeux et des besoins d'accompagnement, de produire un corpus de ressources récentes sur les dispositifs, outils et réalités des quartiers, et de construire une feuille de route d'accompagnement des acteurs pour les deux années à venir.

Les acteurs des Cités éducatives et des Programmes de Réussite Educative (PRE) ont été mobilisés, ainsi que les professionnels de la politique de la ville, les associations, lors de différents temps de travail et entretiens. Plusieurs enjeux clés de l'éducation dans les QPV ont pu être identifiés : l'orientation et l'insertion socio-professionnelle des jeunes, la mixité scolaire, les innovations pédagogiques, l'ouverture de l'école et l'alliance éducative.

Selon le type d'acteurs, les besoins d'accompagnement varient, allant d'un besoin d'échanges entre pairs et d'analyse de pratiques pour les acteurs des PRE, à de l'outillage méthodologique pour les acteurs des Cités éducatives, par exemple.



Les transitions dans les QPV : lancement d'une expérimentation territoriale

PQN-A a lancé en 2024 une expérimentation territoriale permettant à trois territoires d'être accompagnés pendant deux ans dans l'élaboration et le démarrage d'un projet de transitions pour un ou plusieurs de leurs QPV. Ces territoires sont : Limoges Métropole (87), Grand Châtellerauld (86) et la Ville de Soyaux (16). Avec l'appui du cabinet conseil La Clé proactive, ces territoires ont éprouvé une méthode de travail qui les amène à placer les transitions au cœur d'un projet de quartier. Cette approche propose diverses solutions pour répondre aux effets du changement climatique, particulièrement marqués dans les quartiers prioritaires. Elle prend également en compte les besoins des habitants et l'importance de garantir une justice sociale dans la transition.

En 2024, le travail a permis aux territoires de mobiliser des groupes projets transversaux et de sécuriser le portage politique de la démarche. Parallèlement, les trois projets commencent à se structurer autour des principes de l'économie régénérative. Ces projets de territoires vont s'affiner en 2025.

L'expérimentation est suivie et nourrie par un groupe régional d'acteurs clés des transitions et/ou de la politique de la ville, comme le Cerema, la Banque des Territoires, l'Ademe, l'Arc ou l'UR-HLM, aux côtés de l'État et de la Région.



UN CYCLE DE QUALIFICATION POUR FAIRE RÉSEAU, OUTILLER LES ACTEURS ET FAVORISER LE PASSAGE À L'ACTION

La Lutte Contre les Discriminations (LCD) est un enjeu majeur dans les territoires et en particulier dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Agir en matière de LCD peut en effet constituer un levier puissant pour générer de la cohésion sociale dans les territoires.

PQN-A a lancé fin 2023 un cycle de qualification "Agir contre les discriminations dans les territoires" à destination des acteurs qui œuvrent dans les domaines de l'égalité, de la diversité, de la lutte contre les discriminations et cela, dans un contexte de renouvellement des contrats de ville. Ce cycle avait pour ambition de contribuer à la montée en compétences des élus et professionnels avec une progression au fil des séquences "de la théorie jusqu'à la pratique".

Des actions combinant rencontres et ressources

Dans un premier temps (fin 2023), le cycle a permis d'explicitier les principaux concepts liés aux discriminations et présenter les politiques publiques mobilisables.

Dans un second temps (premier semestre 2024), il a mis la focale sur des témoignages d'acteurs qui portent des stratégies et des actions. On peut citer les communautés d'agglomération de Pau (64) et de Périgueux (24), Rennes Métropole (35), la ville de Pessac (33) ou bien encore SOS racisme - Gironde qui ont partagé leurs expériences.

La rencontre régionale organisée au Grand Périgueux constituait le point d'orgue de ce cycle. Il s'agissait de la dernière séquence et de la seule rencontre en présentiel. Elle a été particulièrement appréciée pour les nombreux échanges formels et informels qu'elle a générés et les réflexions collectives produites lors des ateliers notamment. D'autres actions complémentaires ont été réalisées :

- . le panorama régional des acteurs de la LCD. Il valorise les acteurs et leurs initiatives mises en place en Nouvelle-Aquitaine. Le panorama regroupe 86 acteurs

- institutionnels ou associatifs.

- . un article scientifique élaboré par l'Association de Recherche et d'Études sur la Santé, la Ville et les Inégalités (ARESVI) : "La lutte contre les discriminations à l'échelle territoriale : une mosaïque imparfaite"

Sur le fond, quels enseignements ?

- . Des démarches impulsées par la politique de la ville
Les collectivités témoins ont très souvent initié leurs premières actions dans les quartiers prioritaires et ont été financées par la politique de la ville. Ces démarches étaient menées au départ avec une logique d'expérimentation mais ont été, au fil des années, généralisées à l'échelle de l'ensemble de la ville ou de l'agglomération.

- . Faire des choix stratégiques de priorisation dans la démarche

En partant du constat qu'il est très difficile, voire impossible, de traiter les 26 types de discriminations de manière efficace, les acteurs locaux ont fait des choix forts en se basant sur leurs diagnostics territoriaux. Pau a, par exemple, décidé de prioriser en 2024, dans son programme "Mars Attaque", les discriminations à l'embauche. Quant à la ville de Pessac, depuis le début du projet, elle priorise les discriminations liées aux origines, au genre et à la religion.

- . L'importance de la sensibilisation et de la formation

L'acculturation et la formation des élus et des agents sont des leviers fondamentaux pour s'emparer du sujet. C'est la raison pour laquelle les collectivités porteuses de ces démarches forment les agents en interne, mais aussi le cas échéant les acteurs locaux du réseau.

- . S'appuyer sur le tissu local et s'adapter aux spécificités de son territoire

Les élus et techniciens s'accordent pour dire que le réseau local d'acteurs est essentiel pour identifier les enjeux spécifiques qui méritent des réponses sur mesure.

- . Des difficultés à toucher les victimes de discriminations dans les quartiers prioritaires

Les acteurs constatent une difficulté à toucher directement les victimes de discriminations, notamment les habitants des quartiers prioritaires, malgré les actions réalisées. Des démarches d'aller-vers et l'accès aux droits doivent être développées pour répondre à cet enjeu majeur.

Ce cycle de qualification a été conçu et partenariat avec la DREETS, le SGAR, la Région Nouvelle-Aquitaine, l'ARESVI et le Boulevard des Potes.



ZOOM

LE SPORT, UN LEVIER POUR LES QUARTIERS PRIORITAIRES

Depuis les débuts de la politique de la ville, le sport a été mobilisé comme un levier pour favoriser la cohésion sociale au sein des quartiers prioritaires. La circulaire du 19 avril 2019, qui intègre le sport dans les contrats de ville, a marqué une étape dans son institutionnalisation. En 2024, cette thématique a pris une place importante dans l'action publique et PQN-A a souhaité contribuer à éclairer les pratiques néo-aquitaines de mobilisation du sport dans la politique de la ville.

Lors d'un premier webinaire, nous sommes revenus sur les liens historiques entre les politiques sportives et la politique de la ville. Cette rencontre a également permis de présenter les politiques de droit commun du sport qui existent en Nouvelle-Aquitaine, afin de sensibiliser les acteurs de la politique de la ville aux politiques régionales. À cet effet, la Délégation Régionale Académique à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports (DRAJES) et la Région Nouvelle-Aquitaine ont pu présenter les principaux dispositifs et outils mobilisables.

Ce cycle aboutira en 2025 avec la publication d'un recueil de plus de 30 expériences inspirantes déployées en Nouvelle-Aquitaine afin d'illustrer comment les territoires se saisissent du sport pour agir sur la santé, l'insertion professionnelle, l'égalité femmes-hommes, ou encore le vivre ensemble dans les QPV.



CHIFFRES CLÉS

POLITIQUE DE LA VILLE EN 2024

83

NOMBRE DE QPV EN NOUVELLE-AQUITAINE

46%

TAUX DE PAUVRETÉ DANS LES QPV DE NOUVELLE-AQUITAINE

MISSION POLITIQUE DE LA VILLE EN 2024

1 480

MEMBRES DU RÉSEAU ET DESTINATAIRES DE LA LETTRE D'INFO

577

NOMBRE DE PARTICIPANTS AUX RENCONTRES

PARTAGER SE RENCONTRER

- 1 rencontre régionale
- 2 web-conférences (en lien avec la politique de la ville)
- 2 cafés dédiés à l'emploi (dont 1 en lien avec les politiques contractuelles territoriales)
- 1 atelier dédié à la coopération entre acteurs publics et privés au sein des projets alimentaires territoriaux
- 3 Groupes de travail du club dévéco du réseau national des CRPV
- 1 rencontre annuelle du réseau national des CRPV

INSPIRER

- 1 parole d'acteur
- 9 fiches expériences en lien avec l'emploi

DYNAMIQUES TERRITORIALES POUR L'EMPLOI

OUTILLER

- 5 appuis conseils
- 1 fiche outil
- 8 articles analyses en lien avec l'emploi
- 7 lettres d'information thématique

INFORMER

- Valorisation de contenus dédiés à l'emploi dans les deux lettres thématiques Points de bascule et Point de convergence
- 2 interventions à l'université



**ABONNEZ-
VOUS !**

à vos lettres d'information :
Point de bascule
Point de convergence

ENTRE DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT DANS LES TERRITOIRES ET ACCOMPAGNEMENT À L'ENTREPRENEURIAT DANS LES QPV

En 2024, l'animation du réseau s'est focalisée sur deux thématiques prioritaires que sont l'accompagnement à l'entrepreneuriat dans les QPV et le recrutement et les compétences dans les territoires.

Production et valorisation de connaissance

L'emploi, l'insertion et la formation restent des enjeux clés dans les quartiers prioritaires. On observe en effet dans ces territoires un taux d'emploi nettement inférieur à celui des aires urbaines auxquelles ils appartiennent (voir chiffres ci-contre). Dans le même temps, les mutations à l'œuvre sur le marché du travail se traduisent par une double difficulté :

- mobiliser les publics dans les dispositifs d'insertion et de formation ;
- recruter dans de nombreux secteurs d'activités.

C'est au regard de ces constats que Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine a été mandaté par l'État et la région Nouvelle-Aquitaine pour produire une étude sociologique qualitative sur le rapport au travail des habitants des quartiers prioritaires de la région, en particulier des jeunes et des femmes.

Démarrée à l'été 2024, cette démarche vise deux objectifs :

- produire une connaissance actualisée sur les phénomènes à l'œuvre par des analyses de données, des enquêtes, des récits d'acteurs et d'habitants ;
- fournir des éléments permettant d'orienter l'action publique de manière pertinente.

Réalisée par un prestataire, l'étude s'appuie sur des entretiens individuels avec des demandeurs d'emploi et des échanges collectifs avec des professionnels du service public de l'emploi et de l'insertion. L'étude devrait s'achever dans le courant du premier semestre 2025.

La mission " dynamiques territoriales pour l'emploi " met en réseau une diversité de territoires, des quartiers prioritaires de la politique de la ville aux zones rurales de la région N-A. Au cours de l'été 2024, PQN-A a décidé de mettre fin à la lettre d'information mensuelle dédiée. Depuis septembre

2024, ces informations sont désormais relayées à travers deux nouveaux canaux :

- la lettre mensuelle dédiée au développement local dans les quartiers : " Point de cohésion "
- la lettre mensuelle sur le développement local, les transitions et la revitalisation : " Point de bascule "

L'entrepreneuriat, un levier de changement dans les quartiers

L'État et la Banque des territoires ont décidé de soutenir de manière significative l'entrepreneuriat dans les quartiers pour une période de quatre ans, comme annoncé lors du comité interministériel des villes d'octobre 2023. Cela se traduit concrètement par le programme " Entrepreneuriat Quartiers 2030 " porté par Bpifrance avec la vocation à se décliner dans les quartiers prioritaires de Nouvelle-Aquitaine.

C'est la raison pour laquelle le centre de ressources a investi en 2024 cette thématique de l'accompagnement à l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires à travers un cycle en deux étapes.

L'intervention de PQN-A a permis dans un premier temps de donner aux acteurs une vision d'ensemble des politiques publiques en Nouvelle-Aquitaine. L'accent a notamment été mis sur le programme porté par Bpifrance et la politique de droit commun de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Dans un second temps, PQN-A a proposé un temps d'échanges d'expériences entre des opérateurs (voir l'entretien page 26, des collectivités et une femme entrepreneure bénéficiaire d'un accompagnement. Ce fut l'occasion de rappeler les enjeux multiples liés à cette thématique, les difficultés rencontrées par les créateurs et de dégager quelques enseignements. Les participants ont insisté sur trois points pour faciliter le parcours d'un créateur d'activité :

- la nécessité de rendre l'offre d'accompagnement la plus lisible possible ;
- le besoin de rechercher les synergies et éviter les concurrences entre opérateurs sur un même territoire ;
- la capacité d'adaptation des opérateurs à prendre en compte les nouveaux besoins des créateurs.

Le défi du recrutement et des compétences dans les territoires

Le recrutement et le renforcement des compétences sont des enjeux clés dans de nombreux secteurs d'activités et dans les territoires. Les difficultés de recrutement constituent un frein, à la fois pour le développement économique des entreprises, mais également pour celui des territoires qui n'arrivent plus à attirer ou à garder des actifs dans leur bassin d'emplois.

Cependant des solutions existent. La rencontre régionale du 22 novembre 2024 organisée par PQN-A traitait de ces enjeux clés et a permis de partager et de valoriser des pratiques inspirantes (voir pages suivantes l'exemple du Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre en Gironde. Cette

rencontre fut aussi l'occasion d'engager des réflexions collectives sur la formation, l'attractivité territoriale ou encore l'accompagnement d'un territoire en mutation socio-économique.

Il en ressort la nécessité pour agir localement d'observer finement le territoire et ses dynamiques socio-économiques afin de mobiliser différents leviers : une politique de développement économique répond à un déficit de création d'emplois, une politique de formation peut répondre à un manque de compétences, idem sur le logement, la garde d'enfants ou encore la mobilité. Ces échanges témoignent de la pertinence de l'approche territoriale et encouragent les territoires à oser prendre des initiatives.

CHIFFRES CLÉS

6,7%

TAUX DE CHÔMAGE RÉGIONAL
AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2024
EN NOUVELLE-AQUITAINE
(7,2% EN FRANCE MÉTROPOLITAINE)*

46%

TAUX D'EMPLOI DANS
LES QPV EN 2020 EN
NOUVELLE-AQUITAINE*

65%

TAUX D'EMPLOI DANS LES
ENVIRONNEMENTS URBAINS
DE NOUVELLE-AQUITAINE*

2 290 600

NOMBRE D'EMPLOIS SALARIÉS
AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2024 EN
NOUVELLE-AQUITAINE (+0,2% EN 1 AN)*

75 000

NOMBRE DE POSTES NON POURVUS CHAQUE
ANNÉE EN NOUVELLE-
AQUITAINE ENTRE 2019 ET 2030.
760 000 EN FRANCE. SOURCE DARES (2023)

*SOURCE INSEE

MISSION DTE EN 2024

1 113

MEMBRES DU RÉSEAU

152

NOMBRE DE PARTICIPANTS
AUX RENCONTRES



TROIS QUESTIONS À ELENA ROUX "UN FORT POTENTIEL ENTREPRENEURIAL DANS LES QUARTIERS"

Depuis octobre 2022, Eléna Roux est cheffe de projet Citéslab* à Capée. Elle nous parle de ses missions et de la vision qu'elle a du métier de l'accompagnement à la création d'entreprise.

Pourriez-vous nous dire en quoi consiste votre métier ?

Mes missions consistent à détecter des entrepreneurs ou porteurs de projet, les accompagner à préparer et structurer leur projet, et les orienter si besoin vers des acteurs et partenaires utiles à leur projet. J'interviens dans les quartiers prioritaires de Poitiers (86) : Beaulieu, Bel-Air, les Couronneries Saint-Eloi, les Trois Cités. Je m'appuie sur un vaste réseau de partenaires locaux, mobilisés pour favoriser l'entrepreneuriat dans les quartiers. Cet aspect partenarial fort permet d'être particulièrement efficace dans l'orientation des porteurs de projets en fonction de leurs besoins, que ce soit pour trouver une formation ou un financement, pour apprendre à s'organiser, pour développer son réseau professionnel, pour retrouver confiance en soi, etc. Il y a toujours quelqu'un vers qui on peut se tourner. Avec le CitésLab, je rencontre une centaine de personnes par an, dont 70 % d'habitants issus des quartiers prioritaires ou créateurs dans ces mêmes quartiers. Parmi les créateurs, on y trouve une prédominance de micro-entrepreneurs.

Comment faire pour toucher vos publics cibles ?

L'enjeu majeur de la démarche est la détection des intentionnistes, les personnes qui se disent « pourquoi pas moi ? ». Pour faire ce job, il est donc essentiel d'aller vers les habitants et leur amener l'information au plus près.

Je suis présente dans les quartiers chaque semaine avec des permanences régulières dans des endroits déjà identifiés par les habitants comme une maison de quartier, un bureau prêté par l'association pour le droit à l'initiative économique ou bien encore un lieu de médiation numérique. Je fais de la prospection avec des flyers en expliquant ce qu'est le dispositif et ce que je peux leur apporter. Je teste différents moyens de communication et je m'adapte en fonction des retours.



Crédit photo : Julien Chéron

Quelles sont les qualités requises pour exercer ce métier de conseillère en création d'entreprise?

Ce job nécessite une grande qualité d'écoute et une certaine empathie. Je rencontre des personnes qui ne se sentent pas toujours légitimes pour créer leur entreprise ou demander de l'aide. On est là pour les rassurer et les booster dans leur parcours. C'est un métier qui exige également une certaine polyvalence. Je peux rencontrer successivement des habitants, des acteurs de proximité et des institutionnels. Je suis en "mode caméléon" toute la journée.

Il y a beaucoup d'entrepreneurs dans l'âme dans les quartiers. À nous de les accompagner et de les révéler !

**Citéslab est un dispositif national du programme Entrepreneuriat Pour Tous de Bpifrance soutenu et cofinancé par l'État, les collectivités territoriales et les partenaires locaux.*

CITÉS LAB
Révéléateur de Talents



COMMENT FAIRE FACE AU DÉFI DES COMPÉTENCES ET DU RECRUTEMENT SUR SON TERRITOIRE ?

Sur le territoire du Pays BARVAL, les acteurs publics et privés coproduisent depuis plus de 10 ans une offre de services évolutive à destination des employeurs dans un contexte où les besoins des entreprises bougent constamment, notamment avec les différentes crises.

Le territoire regroupe trois intercommunalités (COBAS, COBAN et communauté de communes du Val de l'Eyre), 17 communes et 165 000 habitants, autour du Bassin d'Arcachon et dans l'arrière-pays. L'économie, majoritairement présente et saisonnière, repose sur des besoins élevés en emploi dans l'hôtellerie-restauration, le commerce et les services, notamment à la personne.

C'est en 2014 que le Pays Barval a commencé son travail sur l'emploi et la formation, suite à une opération collective de modernisation de l'artisanat et du commerce, dans laquelle des bilans conseils réalisés auprès des entreprises ont révélé d'importants besoins en Ressources Humaines (RH) et formation.

Le territoire a ensuite engagé une démarche de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territorialisée (GPECT) avec notamment la réalisation d'une enquête auprès de 300 entreprises locales. Un plan d'actions sur deux ans a permis d'agir sur plusieurs axes : organisation RH, accès à la formation, développement de l'alternance et mutualisation des salariés.

Sur ce dernier point, l'enquête a révélé un fort besoin des entreprises locales, en majorité des TPE, de partager des salariés. Cela répondait à des besoins saisonniers ou à des compétences requises à temps partiel, ces structures n'ayant pas toujours besoin d'un poste à temps plein.

Un travail a donc été réalisé avec les entreprises locales et a donné naissance à la plateforme de partage de compétences Connect'ences, en 2018. Elle agit comme une interface territoriale pour identifier les besoins à temps partagé des entreprises, les analyser, les qualifier et mobiliser un réseau d'opérateurs partenaires, majoritairement des groupements d'employeurs apportant la réponse opérationnelle aux entreprises.

Depuis sept ans, la plateforme a ainsi déployé plusieurs actions phares :

- un Rallye Emploi dans lequel les candidats à l'emploi vont en porte-à-porte collecter des intentions de recrutement auprès des entreprises, au bénéfice du collectif ;
- un Boost Connect'Emploi visant à accompagner les entreprises présentant des difficultés de recrutement récurrentes (déficit d'attractivité), en étudiant leurs emplois, en les reformulant sans référence à la qualification ou à l'expérience, de manière à attirer vers ces emplois, des candidats qui n'auraient pas été repérés via un processus de recrutement classique.
- le job dating inversé "Nos Seniors ont du Talent", où ce sont les candidats préparés qui exposent leurs compétences ;
- un travail de fond autour de la valorisation des profils seniors auprès des entreprises, via un partenariat en cours de développement avec le réseau Les Entreprises s'Engagent.

La plateforme joue un rôle d'animation territoriale autour des questions du temps partagé et plus généralement de l'emploi. Il s'agit d'un cadre de dialogue, de co-construction et de coordination d'actions territoriales, complémentaire des autres instances. Pour la mise en œuvre de ces actions, le territoire mobilise une chargée de mission, à temps complet.



Crédit photo : « Pays BARVAL »

POUR ALLER PLUS LOIN



EXPLORER EXPÉRIMENTER

- 3 journées de qualification des porteurs de FNE
- 3 groupes de travail
- 1 formation à la méthode de co-construction

PARTAGER SE RENCONTRER

- 3 web-conférences
- 1 visite sur site sur l'inclusion numérique en QPV
- 5 rendez-vous de l'Inclusion numérique (visio)
- 1 intervention "IA : quels enjeux pour le développement territorial ?"
- 5 participations à des événements nationaux ou locaux

INCLUSION NUMÉRIQUE & TERRITOIRES

OUTILLER

- 12 portraits de territoires sur les fragilités numériques
- 4 fiches outils
- 5 appui-conseils

INFORMER

- 11 lettres d'information thématique
- 4 articles
- 1 livret "Boîte à idées de projets" issu de la visite sur site "L'inclusion numérique dans les QPV"

INSPIRER

- 7 fiches expériences
- 1 livret de 53 expériences inspirantes

ABONNEZ-VOUS !

à votre lettre
d'information :
Point de contact



POURSUITE DE L'ACCOMPAGNEMENT À L'ÉCRITURE DES FEUILLES DE ROUTE INCLUSION NUMÉRIQUE

L'État a souhaité territorialiser la politique publique d'inclusion numérique via des feuilles de route France Numérique Ensemble (FNE). PQN-A et Hubikoop ont expérimenté une méthode de co-construction et abouti à un guide diffusé en région et au-delà. Afin de soutenir les territoires, PQN-A a proposé en 2024 un programme d'actions à destination des collectivités et des référents FNE.



Un enjeu : favoriser l'appropriation et la mise en œuvre de la méthodologie de co-construction des feuilles de route

L'État avait fixé aux territoires à octobre 2024 le délai pour finaliser leur feuille de route France Numérique Ensemble. En parallèle des initiatives prises et du travail mené durant toute l'année par les territoires régionaux, le défi pour PQN-A était de faciliter la mise en œuvre de la méthodologie et d'accompagner les acteurs locaux dans le processus proposé de co-construction de leur stratégie d'inclusion numérique.

Une méthode : objectiver l'état des lieux, accompagner la montée en compétence et inspirer les acteurs

Afin d'engager le processus de dialogue et de co-construction, il a été proposé d'asseoir les réflexions préalables à la rédaction des feuilles sur des bases communes et objectives quant à la réalité des fragilités numériques de chaque territoire.

Fort de ce constat commun sur les défis à relever, PQN-A a partagé sa conviction avec les acteurs locaux : les meilleures réponses à apporter se nourrissent souvent des expériences menées par d'autres acteurs sur d'autres territoires.

Enfin, des temps en présentiel de transfert de compétences et de travail collectif ont été conçus pour faciliter l'appropriation des méthodes et leur mise en action.

Des outils : des portraits de territoires, des actions inspirantes, de l'apport méthodologique

Grâce au soutien de la Banque des Territoires, de la Région Nouvelle-Aquitaine et de l'État, PQN-A et Hubikoop ont mobilisé un prestataire pour la réalisation d'une étude sur les fragilités numériques potentielles sur les douze départements néo-aquitains (cf. focus ci-après).

2024 a vu la réalisation d'une formation-action programmée sur trois jours et consacrée à la mise en exercice des étapes clés de la méthodologie de co-construction : vision 2030, enjeux, chantiers clés, gouvernance, copil et tableau de bord. 26 techniciens de collectivités ou d'association ont ainsi pu participer à ce cycle.

Dans cette dynamique, il est essentiel de souligner que la mobilisation des élus est un facteur clé de réussite du processus de co-écriture d'une feuille de route d'inclusion numérique. Dans ce cadre, un webinaire a permis à 140 acteurs locaux de bénéficier des témoignages et retours d'expérience de cinq intervenants des régions Nouvelle-Aquitaine et Hauts-de-France.

L'inspiration est un levier puissant pour passer à l'action. Allers-vers, numérique responsable, précarités, coopération, numérique éducatif... L'année 2024 aura été pour PQN-A riche d'explorations vers des initiatives inspirantes identifiées tant à l'échelle nationale qu'au niveau local. Le partage de ces expériences a pris la forme d'un livret regroupant 53 fiches synthétiques d'action d'inclusion numérique, mais aussi de deux webinar. L'un mettait en lumière des témoignages croisés rural/urbain sur l'inclusion numérique face aux précarités, l'autre webinaire ouvrant la discussion sur les enjeux du numérique responsable pour les collectivités locales.



CHIFFRES CLÉS

L'INCLUSION NUMÉRIQUE EN FRANCE ET EN NOUVELLE-AQUITAINE

1/6

UN NÉO-AQUITAIN SUR SIX N'UTILISE PAS LES OUTILS NUMÉRIQUES

2 851

LIEUX DE MÉDIATION NUMÉRIQUE EN NOUVELLE-AQUITAINE
SOURCE : PQN-A/LE COMPAS, JUIN 2024

MISSION "INCLUSION NUMÉRIQUE ET TERRITOIRES"

418

NOMBRE DE PARTICIPANTS AUX RENCONTRES

1 100

MEMBRES DU RÉSEAU ET DESTINATAIRES DE LA LETTRE D'INFO

130

EPCI

HUBIKOOP

Pour un numérique inclusif en Nouvelle-Aquitaine

HUBIKOOP : FIN DE PARCOURS POUR LE HUB DE L'INCLUSION NUMÉRIQUE EN NOUVELLE-AQUITAINE

Après avoir animé pendant cinq ans l'écosystème de l'inclusion numérique en Nouvelle-Aquitaine, la coopérative Hubikoop a cessé son activité au mois de juin. La qualité de ses productions et de ses accompagnements a été reconnue au-delà des frontières de la région où elle a assumé avec ambition sa mission de hub.

Sous l'impulsion de l'État et de la Région Nouvelle-Aquitaine, PQN-A a collaboré de façon fructueuse et complémentaire avec Hubikoop pour accompagner les acteurs locaux, dont les collectivités, dans leur politique d'inclusion numérique. Le cycle de qualification, co-conçu et engagé en partenariat, autour de l'écriture des feuilles de route France Numérique Ensemble a été mené à son terme par PQN-A sur le second semestre.

OBSERVER LES FRAGILITÉS NUMÉRIQUES EN NOUVELLE-AQUITAINE

Face aux enjeux persistants et mouvants de la précarité numérique, l'État a impulsé la co-construction de feuilles de route "France Numérique Ensemble" pour structurer les actions en faveur du développement de l'inclusion numérique en France pour les années à venir.

Comprendre les vulnérabilités et les solutions existantes est une étape préalable pour prioriser les actions de demain. Ces portraits de territoires sur les fragilités numériques ont été réalisés pour venir nourrir le travail collectif engagé localement.

Ces douze portraits de territoires ont été diffusés à tous les acteurs locaux de la médiation numérique, parties prenantes à l'exercice de co-écriture des feuilles de route France Numérique Ensemble. Ils s'adressent aussi à tout acteur soucieux de comprendre la géographie sociale de la précarité numérique.

Parmi les principaux enseignements de cette étude, retenons plusieurs points.

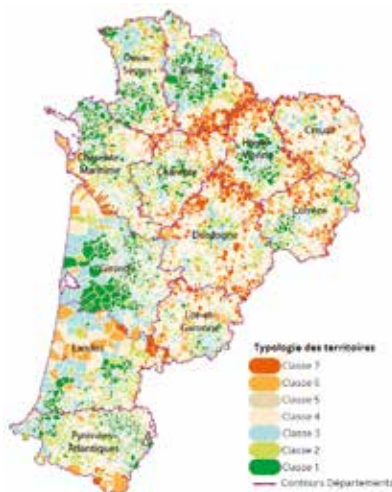
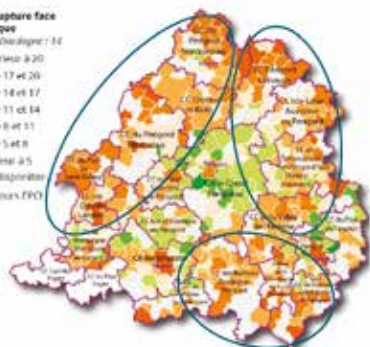
- On observe globalement que les lieux de médiation numérique sont positionnés là où les populations avec une fragilité potentielle sont les plus présentes (communes rurales, quartiers prioritaires de la politique de la ville...);
- L'accompagnement dans l'accès aux droits est l'offre de services de médiation numérique la plus répandue sur l'ensemble des territoires de Nouvelle-Aquitaine, y compris sur les territoires ayant une offre de services plus limitée;
- Les quartiers prioritaires affichent des indices de fragilité numérique potentielle systématiquement supérieurs aux moyennes départementales;
- Les territoires ruraux les plus éloignés des centralités connaissent à la fois une typologie de population plus exposée aux fragilités numériques et une moindre diversité de services de médiation numérique;
- Un portage politique affirmé des enjeux d'inclusion numérique, y compris sur les territoires aux populations les plus fragiles, permet la présence de services de médiation numérique plus nombreux et plus variés;
- Face à l'inégale répartition des offres de médiation numérique (premiers pas, accès aux droits, potentialités du numérique), il apparaît comme une opportunité d'engager une réflexion autour d'une logique de "parcours" entre les lieux de médiation afin de tendre vers l'autonomie des publics accompagnés.

Cartographie de l'indice de rupture face au numérique
Source : Jean, RP & SP Adpans alliat 2020 & Caf 2021 - Travaux et © Compas

Indice de rupture face au numérique
Indice de la Dotation : 14

- Supérieur à 20
- Entre 17 et 20
- Entre 14 et 17
- Entre 11 et 14
- Entre 8 et 11
- Entre 5 et 8
- Inférieur à 5
- non disponible

Contours EPCI



INDICE DE FRAGILITÉ POTENTIELLE

L'indice de fragilité maximum est de 25, une telle note marquerait une rupture totale de la population face au numérique.

11

EN NOUVELLE-AQUITAINE
Les indices départementaux varient entre 10 et 15

19

DANS LES QPV DE NOUVELLE-AQUITAINE
Les indices entre QPV varient entre 13 et 24

15

EN FRANCE

”

TROIS QUESTIONS À FABIEN ZACCARI LE NUMÉRIQUE RESPONSABLE DANS UNE COLLECTIVITÉ LOCALE

Comment l'année 2024 s'inscrit-elle dans votre démarche globale de numérique responsable ?

Nous avons démarré en 2019 et progressé par étape : rallonger la vie des équipements, éteindre le wifi la nuit, réduire le nombre d'écrans par poste de travail, acheter du matériel reconditionné, former les agents et les citoyens... Aujourd'hui, il y a un portage politique plus fort qui permet de déployer une stratégie "numérique utile".

Quel bilan faites-vous ?

En raison d'un manque d'exemples au moment de faire les premiers choix, les premières décisions ont été prises de façon opérationnelle et opportuniste. À présent, l'évaluation régulière de nos actions permet de mesurer la réduction des impacts des usages numériques de la CC MACS.

Les économies réalisées (en énergie, matériels et consommables) permettent de financer les nouveaux investissements à engager.

Un conseil à donner pour se lancer ?

Avoir conscience que le numérique responsable est un challenge qui doit s'inscrire dans le temps long et s'efforcer de rester le plus ludique et pédagogique possible dans ses actions.



Fabien, directeur des systèmes d'information de la CC MACS, nous partage la stratégie de la communauté de communes Maremne Adour Côte Sud (CC MACS) dans les Landes (40)



PARTAGER SE RENCONTRER

- 1 Forum des acteurs du Pacte Alimentaire de Nouvelle-Aquitaine
- 1 visite sur la coopération entre l'ESS et le PAT
- 5 webinaires
- 4 café des PAT
- 1 communauté de pratique à destination des chargés de mission PAT

INFORMER

- 11 lettres d'information
- 15 articles

INSPIRER

- 9 fiches expériences
- 1 parole d'acteur
- 1 Panorama des démarches alimentaires de Nouvelle-Aquitaine

DÉMARCHES ALIMENTAIRES DE TERRITOIRE

OUTILLER

- 1 outil d'Autoévaluation de l'Utilité Sociale et Ecologique (AUSE)
- 2 publications d'analyse :
La coopération économique au service des démarches alimentaires de territoire
La coopération entre tiers-lieux nourriciers et projets alimentaires de territoire
- 65 appui conseils

EXPLORER, EXPÉRIMENTER

- 1 territoire accompagné pour la structuration d'une filière locale ovine et bovine en partenariat avec les étudiants de Bordeaux Sciences Agro
- 4 groupes de travail



**ABONNEZ-
VOUS !**

à votre lettre
d'information :
Point d'ébullition

UNE ANNÉE D'ACCOMPAGNEMENT À LA COOPÉRATION ENTRE ACTEURS PUBLICS ET PRIVÉS

Depuis 2018, PQN-A est mandaté par l'État et la Région au titre du Pacte alimentaire pour animer le réseau des acteurs des Démarches Alimentaires de Territoire (DAT). Face aux enjeux interdépendants de relocalisation d'une agriculture et d'une alimentation durables, PQN-A a mis cette année l'accent sur la coopération entre public et privé.

Des participants variés qui mobilisent les ressources de PQN-A et contribuent activement à la vie du réseau

De nombreux acteurs publics et privés agissent quotidiennement pour relocaliser l'alimentation et l'agriculture durables en Nouvelle-Aquitaine, au sein d'une cinquantaine de DAT dont 39 sont labellisées PAT par l'État. PQN-A accompagne les acteurs qui y participent par la mise en réseau, qui permet la montée en compétence collective grâce à des rencontres et ressources.

Les rencontres proposées ont réuni 783 participants en 2024. La richesse du réseau réside dans la diversité d'acteurs publics et privés, dont plus de 40% ont été enclins à se déplacer dans la région pour se rencontrer et échanger. L'animation du réseau réalisée par PQN-A repose sur des actions de portées variées. Ainsi, des rencontres d'envergure sont organisées, à l'instar de celle sur la coopération entre structures de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et PAT à Poitiers (86) début octobre, qui a réuni 85 participants. Parallèlement, des rencontres pour des groupes restreints sont proposées, tels que des ateliers, "cafés" en visio, ou encore une communauté de pratique (voir page 36).

Ce dernier format est une nouvelle proposition à destination des chargés de mission DAT/PAT pour partager entre pairs les bonnes pratiques et faciliter le passage à l'opérationnel. En effet, le succès de certains formats repose sur la contribution active des participants.

En 2024, la lettre d'information mensuelle du réseau, désormais intitulée Point d'Ébullition, connaît un succès croissant. Le nombre de ses destinataires a atteint 1 892 personnes à la fin de l'année.



Des publications pour s'inspirer et s'outiller

Au-delà des temps de mise en réseau et de sa lettre d'information, PŌN-A a produit différents outils pour le réseau, comme le Panorama des Démarches alimentaires de territoire.

Avec le concours de Vertigo Lab, de Let's Food, et de porteurs de projets, PŌN-A a publié un outil d'Autoévaluation de l'Utilité Sociale et Écologique (AUSE) des projets agricoles et alimentaires. Il permet aux porteurs de projets de se questionner, et de faciliter le dialogue avec les partenaires. Cet outil intéresse entreprises, associations, institutions et chercheurs au-delà du réseau, et a été présenté au Forum national de l'Economie Sociale et Solidaire et de l'Innovation Sociale à Niort (79), et aux Assises territoriales de la transition agroécologique et alimentaire à Montpellier.



Lancement d'un cycle sur la précarité et la solidarité alimentaires

Au moins 16 % de la population française est aujourd'hui touchée par la précarité alimentaire, suite à une hausse de ce fléau due à la pandémie de Covid-19 et à l'inflation économique. Les publics touchés sont plus divers.

Aux personnes retraitées, avec les minimas sociaux, à faible revenu et familles monoparentales, identifiées de longue date comme les publics principalement touchés, s'ajoutent plus récemment les femmes ainsi que les étudiants. Dans ce contexte, les territoires multiplient leurs actions pour répondre aux enjeux liés au phénomène grandissant de précarité alimentaire, en cohérence avec les politiques nationales (Programme National pour l'Alimentation, Appel à Projet Mieux Manger Pour Tous, Pacte alimentaire néo-aquitain...) qui l'encouragent. Pour accompagner la montée en compétence sur ces démarches, PŌN-A a commencé à investir la thématique en 2024 en proposant un groupe de travail, des fiches d'expériences, une visite de site, un article de cadrage et un webinar. Le centre de ressource s'appuie pour une partie de ces travaux sur l'expertise du programme de recherche SEREALINA.

La restauration collective au cœur des échanges du Forum des acteurs du Pacte alimentaire

Encouragée par la forte mobilisation de la première édition qui avait réuni en 2023, sur deux jours, plus de 223 participants, l'équipe de PŌN-A a reconduit, à la demande de l'État et de la Région, l'organisation du Forum des acteurs du Pacte alimentaire de Nouvelle-Aquitaine, avec le concours de nombreux acteurs du réseau. Le 16 octobre au soir, le Forum a pris la suite des Rencontres interprofessionnelles de la restauration collective bio, locale et de qualité d'INTERBIO, en proposant un ciné débat sur le lien entre élevage bovin et biodiversité. La matinée du 17 octobre fut consacrée au comité régional de l'alimentation, ouvert par Bordeaux Métropole qui accueillait l'événement, puis par le Conseil régional et la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF).. Cette matinée a permis de connaître les actions de la Région et les résultats de l'étude de l'État sur les acteurs de l'offre en restauration collective, et d'écouter le témoignage de Bordeaux Métropole, Résalis, et la commune de la Couronne (16), sur les méthodes pour faire de l'approvisionnement en local, bio, et de qualité de la restauration collective, un levier de développement territorial. Les ateliers de l'après-midi ont permis d'élargir et approfondir les échanges sur les enjeux de logistique, relocalisation des filières viande, d'accès au foncier pour l'installation, de lien entre les Contrats Locaux de Santé et les PAT, de résilience alimentaire, et sur la création d'un réseau d'acteurs fermiers.

Cette seconde édition a réuni 164 participants sur une journée.

CHIFFRES CLÉS

1 892

MEMBRES DU RÉSEAU

15,3

MILLIONS DE REPAS
SERVIS PAR LES
RESTOS DU CŒUR DE
NOUVELLE-AQUITAINE EN
2022-2023

783

NOMBRE DE PARTICIPANTS
AUX RENCONTRES

ENCOURAGER LA COOPÉRATION

Les enjeux contemporains liés à l'agriculture et à l'alimentation suscitent l'initiative de nombreux acteurs, autant dans les sphères privées que publiques. Néanmoins, aucun acteur, seul, ne peut résoudre les enjeux complexes auxquels les territoires et les filières font face.

Pour démultiplier et renforcer l'impact positif des actions et adopter une réponse systémique, la coopération s'avère essentielle. Quels sont les différents intérêts qui mobilisent la diversité d'acteurs ? Et surtout, comment favoriser la coopération entre le public et le privé ? En 2024, PQN-A est allé chercher des exemples issus d'expériences de terrain en Nouvelle-Aquitaine.

Ce travail a permis de produire deux publications.

L'une est un guide sur la coopération économique territoriale au service d'une alimentation durable et locale, l'autre est un focus sur les Tiers-Lieux nourriciers et les PAT en partenariat avec la Coopérative Tiers-Lieux. Ces publications viennent nourrir le volet méthode et inspiration de la boîte à outils sur la coopération autour des démarches alimentaires de territoire en Nouvelle-Aquitaine.

En complément de ces deux outils, PQN-A a amorcé des rencontres entre différents acteurs qui ne travaillent pas

spontanément ensemble. Ainsi deux rencontres en distanciel ont eu lieu : un webinar Coopération entre filières agricoles et PAT organisé avec la Coopération Nouvelle-Aquitaine et France PAT, et un échange entre techniciens chargés de PAT et la Politique de la ville.



UN TEMPS DE RENCONTRE ENTRE CHARGÉS DE MISSION PAT POUR PARTAGER SES PRATIQUES ET SON VÉCU DE PROFESSIONNEL

Cette année, PQN-A a expérimenté un nouveau format d'intervention à l'intention des chargés de mission DAT/PAT. Il s'agit d'un temps privilégié entre pairs pour travailler et échanger sur les problématiques rencontrées dans le cadre de leur mission, les outils qu'ils mettent en place ainsi que l'organisation de leur quotidien professionnel.

Sur une journée, cette première édition a réuni une vingtaine de participants. Le programme a été conçu sur mesure sur la base des attentes des participants, abordant les sujets de la communication externe, le travail avec les partenaires opérationnels, les méthodes d'animation, la posture métier, et les outils pratiques d'organisation du travail.

Ce temps d'échanges a été précieux pour faire cohésion, pour entretenir la confiance et le partage entre pairs dans un contexte d'attente forte en direction des projets locaux.



”

PAROLE D'ACTEUR YVES STERVINO, ENGAGÉ POUR UN DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL DURABLE AU SEIN DE SON MAGASIN U

Yves Stervinou est le propriétaire du magasin U de Meschers-sur-Gironde, en Charente-Maritime (17)

Pouvez-vous vous présenter ?

J'ai 59 ans, et suis le fils d'un agriculteur et d'une agricultrice en polyculture-élevage en Bretagne. Après un brevet de technicien agricole option polyculture élevage, j'ai travaillé pendant huit ans dans la filière agricole, en exerçant dans l'accompagnement à la production, dans la transformation et dans des abattoirs. J'ai acheté et vendu des bovins, cochons, aliments. En 1993, je suis finalement arrivé dans la grande distribution. J'ai le profil de celui qui a poussé le caddie pour devenir directeur. Je dirige aujourd'hui le magasin U de Meschers-sur-Gironde et ce, depuis 2009.

Qu'est-ce que le développement territorial selon vous et quel rôle y jouez-vous ?

Le développement territorial c'est la création par l'ensemble des acteurs d'un territoire d'un cercle vertueux de valeur ajoutée, grâce à la relocalisation de tous les maillons des filières économiques. Par exemple, favoriser les circuits courts de proximité permet de faire travailler tout un territoire et de répondre à des enjeux économiques locaux ainsi qu'à des préoccupations globales, telles que la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

En tant que dirigeant de commerce alimentaire, je joue le rôle de trait d'union entre deux mondes. Je suis le porte-parole des agriculteurs auprès des consommateurs, en expliquant pourquoi il est intéressant d'acheter local. Inversement, je montre aux producteurs comment valoriser leurs produits pour bien les vendre.



L'INTERVIEW
COMPLÈTE



Comment envisagez-vous l'avenir ?

Je crois que la distribution devrait accompagner les jeunes agriculteurs à s'installer, via le système de parrainage. Je crois beaucoup à la coopération de tous les acteurs dans les Projets Alimentaires de Territoire (PAT). Système U est présent dans 200 PAT en France. Il est essentiel que tous les acteurs de la distribution y participent ! En effet, nous avons l'expertise sur la connaissance des comportements d'achats sur les zones de chalandise. Nous pouvons offrir un point de retrait centralisé des marchandises, mettre en place des accords tripartites avec des producteurs et d'autres acheteurs pour la commercialisation, par exemple d'une carcasse entière. Nous pouvons également livrer, y compris pour de petites quantités - on le fait pour les steaks - à la restauration collective publique, être l'intermédiaire auprès du réseau local pour écouler la production en local, etc.

Je pense toutefois que, pour relever les ambitions, il faudrait qu'il y ait plus d'élus qui viennent du monde de la distribution et du monde agricole. Je suis arrivé à une étape de la vie où je me pose la question de me présenter comme élu dans deux ans. Quand vous voulez que ça bouge, il faut s'engager en politique, c'est ce que j'ai compris à travers mon parcours.

CHIFFRES CLÉS

90%

DES EPCI ENGAGÉS
DANS DES DÉMARCHES
ALIMENTAIRES

47

DÉMARCHES ALIMENTAIRES
DE TERRITOIRE RÉPERTORIÉES
PAR PQN-A



OUTILLER

- 9 appuis conseils
- 2 sollicitations par les référents PVD départementaux
- 1 guide "Stratégie de revitalisation de la conception à l'action"

EXPLORER EXPÉRIMENTER

- 2 groupes de travail
- Expérimentation territoriale "Revitalisation et adaptation des centres-bourgs au changement climatique"

REVITALISATION DES CENTRES-BOURGS & CENTRES-VILLES

INSPIRER

- 5 fiches d'expérience

PARTAGER SE RENCONTRER

- 1 visite sur site
- 3 webinaires
- 1 communauté de pratique

INFORMER

- 11 lettres d'information
- thématique
- 4 articles

**ABONNEZ-
VOUS !**

à votre lettre
d'information :
Point de bascule



REVITALISATION : OPÉRATIONNALISER LA TRANSFORMATION ET LA TRANSITION DES CENTRES-BOURGS

En 2024, l'animation du réseau de la revitalisation proposée par PQN-A a eu pour objectif d'outiller et d'inspirer les acteurs autour de l'opérationnalisation de leurs stratégies de revitalisation. Le lien entre revitalisation et transition écologique a également été une thématique travaillée avec le réseau.

Depuis 2019, PQN-A anime le réseau des décideurs locaux et de l'ingénierie territoriale de la revitalisation des centres-bourgs et des centres-villes. Missionné par l'État et la Région Nouvelle-Aquitaine, son rôle est de fédérer ces acteurs afin de favoriser le déploiement et l'opérationnalisation de démarches de revitalisation, contribuant ainsi à un aménagement équilibré et durable des territoires.

2024, de la feuille de route à la concrétisation des projets

La revitalisation des centres-bourgs et centres-villes est un enjeu commun à tous les départements de la Nouvelle-Aquitaine, que ce soit dans des territoires ruraux peu denses ou dans des zones urbaines en déprise. Elle se caractérise par une perte de population, des commerces fermés, des services à la population qui disparaissent ou se déplacent... Mais les centralités font aussi face à de nombreuses évolutions, qu'elles soient démographiques, climatiques, économiques, numériques ou de mobilité. Or, les pôles de centralité jouent un rôle fondamental dans le maillage territorial régional. Leur dévitalisation affecte l'attractivité de leur territoire élargi, mais impacte bien entendu en premier lieu la qualité de vie de leurs habitants.

Depuis 2019, PQN-A accompagne et observe des territoires qui s'engagent dans la rédaction de feuille de route. Elles visent à poser une vision globale, identifier les îlots stratégiques, formuler des projets de transformation des centres-bourgs et plus largement du territoire. Ces feuilles de route sont le socle sur lequel reposent les projets de revitalisation. Elles permettent de prioriser, de phaser les actions dans le temps, de prévoir les financements de la collectivité et de construire les équilibres des différentes opérations. Ces feuilles de route donnent ainsi une viabilité concrète au projet.

La transition écologique est ancrée dans ces feuilles de route, en tant que levier de revitalisation. Que ce soit

par la végétalisation des espaces publics, la création de continuités écologiques ou la rénovation énergétique du bâti, les collectivités ont intégré les principes de sobriété, de préservation des ressources et de lutte contre les îlots de chaleur dans leurs projets. La transition ne se limite pas à des objectifs environnementaux, elle est aussi sociale : créer des espaces de vie agréables, promouvoir des mobilités accessibles à tous et renforcer la qualité de vie dans des territoires parfois fragilisés.

En 2024, ces feuilles de route ont majoritairement basculé dans l'opérationnalisation, à travers l'engagement de projets qui transforment les centres-bourgs néo-aquitains.

Un maillage renforcé de politiques publiques pour revitaliser la ruralité

Pour accompagner les collectivités dans leurs stratégies de revitalisation, des dispositifs ont été mis en place, ciblant divers types de territoires (Action Cœur de Ville, Petites Villes de Demain et l'AMI Revitalisation des centres-villes et centres-bourgs de la Région Nouvelle-Aquitaine).

Depuis 2023, ces dispositifs ont été élargis pour mieux répondre aux besoins des zones rurales et équilibrer le développement territorial. Au niveau national, le programme Villages d'Avenir, lancé dans le cadre de France Ruralité, accompagne des communes rurales de moins de 3 500 habitants. À ce jour, 330 communes sont labellisées en Nouvelle-Aquitaine. En Charente, l'appel à projets Grands Villages pour Demain, soutenu par la Région, vise à appuyer cinq communes dans la définition de leur stratégie de dynamisation et d'adaptation.

Il est important de noter qu'une commune n'a pas besoin d'être labellisée pour engager une démarche de revitalisation. Les politiques contractuelles, comme les Contrats de Développement et de Transitions (CDT) du Conseil régional ou les Contrats de Relance et de Transition Ecologique (CRTE)

de l'État, ainsi que le volet territorial des fonds européens, permettent déjà aux élus et aux acteurs locaux volontaires de porter des projets ambitieux. Ces dispositifs témoignent de la volonté d'accompagner les projets des territoires ruraux, qui constituent une part majeure du territoire néo-aquitain.

Un programme d'actions diversifié

En 2024, PQN-A a proposé une animation du réseau de la revitalisation sur le territoire néo-aquitain via un programme diversifié sollicitant une diversité d'acteurs et de territoires (villages, villes, intercommunalités, Pays, etc.).

Les web-conférences ont rassemblé près de 300 participants autour d'élus et d'experts abordant les questions suivantes :

- Les enjeux de la rénovation énergétique des écoles dans les stratégies de revitalisation
- Concevoir et déployer un tiers-lieu : mobiliser le dispositif d'appui en ingénierie de l'ANCT
- Adapter son centre-bourg au changement climatique
- Construire la soutenabilité financière d'une démarche de revitalisation

Pour accompagner la prise en compte des enjeux afférents aux transitions qui s'imposent désormais comme centraux dans les projets de revitalisation, PQN-A a proposé différents temps et ressources autour de ce sujet :

- Visite sur site Excideuil (24) Enjeux de l'eau dans les projets d'aménagement de centre bourg
- Groupe de travail : aménager le centre-bourg pour la vie nocturne

PQN-A et le Cerema ont travaillé à la production d'un guide de la renaturation des centres bourgs, proposant outils et méthodes et valorisant des expériences réussies de

communes néo-aquitaines, dont la publication est prévue en 2025.

Afin de capitaliser et de partager les bonnes pratiques des territoires, PQN-A a réalisé cinq retours d'expérience pour inspirer les acteurs de la revitalisation autour de sujets thématiques, comme la revitalisation d'une commune autour de l'eau (La Réole, 33), ou méthodologiques, comme l'accompagnement en ingénierie proposé par le Syndicat Mixte Est Creuse Développement (23).

Dans l'optique d'accompagner au plus près des territoires, PQN-A et l'Institut d'aménagement, de tourisme et d'urbanisme (IATU) ont poursuivi leur partenariat autour de l'expérimentation territoriale. Cette année, les élèves du IATU et la communauté de communes Convergence Garonne travaillent sur la revitalisation des centres-bourgs et la création d'une stratégie territoriale à échelle intercommunale autour de la Garonne. Les étudiants de l'IATU travaillent également sur les stratégies de revitalisation des communes de Mussidan, La Réole et Belin-Beliet (33).



CHIFFRES CLÉS

LA REVITALISATION DES CENTRES-BOURGS EN NOUVELLE-AQUITAINE

22

LAURÉATS ACTION CŒUR DE VILLE

197

PETITES VILLES DE DEMAIN

36

LAURÉATES AMI RÉGIONAL "REVITALISATION DES CENTRES-BOURGS/ CENTRES-VILLES"

330

COMMUNES VILLAGES D'AVENIR

MISSION REVITALISATION DES CENTRES-BOURGS

1 695

MEMBRES DU RÉSEAU ET DESTINATAIRES DE LA LETTRE D'INFORMATION

368

NOMBRE DE PARTICIPANTS AUX RENCONTRES

37

ÉLUS ONT PARTICIPÉ AUX RENCONTRES

ZOOM

TRANSITION ET REVITALISATION

En 2024, PQN-A a exploré les convergences entre revitalisation et transition, en visite sur site à Excideuil (24) ou à travers le travail des étudiants de l'IATU à Echiré (79).

Adapter son centre-bourg au changement climatique : l'expérimentation d'Echiré

Durant l'année universitaire 2023-24, les étudiants de l'IATU ont accompagné Echiré dans son projet de transition et de transformation de son centre-bourg. Grâce à leur travail avec les équipes municipale et universitaire, les étudiants ont produit un diagnostic transversal du territoire d'Echiré, suivi d'un plan guide aux actions phasées et des propositions d'outils d'opérationnalisation. Ils en ont retiré de nombreux points de convergence entre revitalisation et adaptation des centres-bourgs au changement climatique, notamment pour viser à rendre les centres-bourgs vivables et agréables pour toutes et tous. Les actions de préservation des ressources naturelles, de désimperméabilisation et de végétalisation, le développement des mobilités douces et le renforcement des centralités répondent aux objectifs d'attractivité et de transition des centres-bourgs.



EXEMPLE DE PLAN GUIDE
PRODUIT PAR LES ÉTUDIANTS

Les enjeux de l'eau dans les stratégies de revitalisation

À travers les exemples d'Excideuil (24), La Réole (33), et Sarlat-la-Canéda (24), les participants de la visite sur site de juin 2024 ont exploré la gestion de l'eau en trois étapes du projet.

En amont : Poser les bases pour une gestion optimale de l'eau

Réaliser un diagnostic des réseaux d'eau permet d'identifier les canalisations obsolètes, réduisant ainsi les surcoûts et les interventions ultérieures. Cela a permis à Excideuil de prioriser ses actions et de valoriser son patrimoine, comme ses fontaines et ses lavoirs.

Pendant : L'eau comme levier d'aménagement durable

La désimperméabilisation des sols, la création d'îlots de

fraîcheur et l'installation de fosses plantées améliorent la résilience climatique des centres-bourgs. À La Réole, ces aménagements ont réduit les risques d'inondation tout en valorisant le patrimoine naturel, comme les ruisseaux et les puits médiévaux.

En aval : Valoriser et pérenniser la ressource

Une fois les aménagements réalisés, l'eau dynamise les centres-bourgs. Elle crée des lieux de vie attractifs et offre des services écosystémiques. La renaturation d'un ruisseau à Sarlat-la-Canéda a permis de créer une zone naturelle en plein centre-ville, mêlant biodiversité, fraîcheur et convivialité.





TROIS QUESTIONS À FRANÇOIS- XAVIER LEURET, CHEFS DE PROJET REVITALISATION : UNE INGÉNIERIE CLÉ POUR LES TERRITOIRES



À l'occasion de la publication du guide **Stratégies de revitalisation, de la conception à l'action**, produit par PQN-A et le Cerema, François-Xavier Leuret, directeur de la Cohésion et des Initiatives Territoriales DATAR et professeur associé au IATU nous a éclairé sur les objectifs des démarches de revitalisation et le rôle des chefs de projets revitalisation.

Quel est, pour vous, le rôle d'un chef de projet revitalisation ?

Un chargé de mission co-construit, avec la commande politique, le chemin vers un but final : la transformation du territoire.

C'est un long chemin : cela se fait par séquences de 30 ans, avec des étapes à 10 et 20 ans.

D'abord, il accompagne la réflexion : où le territoire doit-il être, à terme, à 30 ans ?

Puis, il doit rendre réaliste et réalisable cet objectif, à des échéances plus courtes, en adaptant l'ambition sur la forme, mais pas sur le fond.

Toutes les actions du chef de projet doivent concourir au même objectif : la transformation finale du territoire. Pour y arriver, il doit savoir conjuguer l'utopie, le réaliste et le réalisable.

Quelles sont les qualités essentielles d'un bon chef de projet ?

Des connaissances :

Un chef de projet doit avoir une bonne lecture de l'espace et du temps. Il doit aussi avoir une vision claire de l'atterrissage de la transformation du territoire et des éléments qui y concourent.



Des savoir-faire :

Le chef de projet doit savoir prendre des risques mesurés. En ayant une vision de la transformation ultime du territoire avant même son démarrage, il doit savoir voir chaque action comme une brique vers cette transformation ultime, en synergie avec les autres actions. Il doit savoir prendre en compte les aléas et s'y adapter. Pour cela, il doit toujours avoir un œil sur le budget, sur ce qu'il y a à perdre et à gagner.

Des savoir-être :

Un chef de projet doit savoir être à la fois ferme et souple.

Ferme, pour conduire le projet et ne pas faire de concessions sur la transformation finale du territoire.

Souple, pour accepter de remettre en cause tous les éléments du projet sans remettre en question le but final. Il doit être capable d'adapter cette souplesse et cette fermeté à chaque interlocuteur, chaque institution, chaque chantier. Il doit aussi savoir être humble. On ne fait jamais de projets pour soi, car l'espace est toujours collectif. Aucun espace n'est beau ou laid, ils peuvent tous être transformés. Pour y arriver, il faut assumer une position d'humilité, se placer en apprenant de l'autre, de l'espace, une position d'écoute amoureuse des territoires.

Pourquoi les démarches de revitalisation sont-elles essentielles pour les territoires ?

Parce que l'espace est un tissu en transformation permanente. Si on ne maîtrise pas cette transformation, d'autres acteurs transformeront le territoire avec des réponses adaptées à certains besoins, mais qui resteront parcellaires. Accompagner la transformation de l'espace permet de maîtriser sa dimension collective. Les instances de régulation, élus, opérateurs, doivent collaborer pour transformer l'espace : c'est une œuvre collective. Un acteur unique ne doit pas avoir le soin de composer le collectif.

Parce qu'on hérite de l'espace et qu'on le laisse aux générations futures, il est donc essentiel de penser les usages futurs de cet espace et d'y laisser à chacun sa place. C'est dans cet objectif que l'on réalise des programmes, des plans.

Parce que nos ressources sont limitées, il est nécessaire d'optimiser nos ressources humaines, naturelles, financières... Pour moi, les ressources humaines sont le vrai nerf de la guerre.

Parce qu'il faut faire la différence entre un objet et un projet, un objet se suffit à lui-même, tandis qu'un projet rattache des objets à un ensemble global, écosystémique et complexe. Parce que pour transformer le territoire, on doit gérer la bascule de tous ces éléments, les grandes et les petites choses.

MOTS CLÉS CACHÉS

Êtes-vous prêt à relever un défi ?

Nous avons créé une grille de mots-clés cachés spécialement pour vous. Plongez dans l'aventure et cherchez ces termes intrigants qui sont dissimulés dans notre grille :

E	P	G	Y	E	N	B	A	R	R	I	V	E	D	O	U	S
F	O	R	I	D	T	E	C	H	N	Z	H	R	I	R	T	S
A	L	B	R	E	R	C	O	O	P	E	R	A	T	I	O	N
G	I	D	I	V	A	N	H	R	I	N	E	T	E	O	P	O
R	T	I	R	E	N	N	E	N	O	I	S	U	L	C	N	I
I	I	A	C	L	S	E	S	U	E	N	T	R	E	C	O	T
C	Q	L	B	O	I	S	I	M	A	S	Q	X	V	J	I	A
U	U	O	I	P	T	Q	O	E	M	P	L	O	I	K	T	S
L	E	G	S	P	I	U	N	R	P	I	R	O	G	M	A	I
T	D	U	Y	E	O	A	F	I	R	R	A	V	I	O	T	L
U	E	E	D	M	N	R	D	Q	E	E	L	O	S	T	N	A
R	L	R	O	E	S	T	Q	U	T	R	H	U	O	N	E	T
E	A	P	E	N	V	I	A	E	E	B	I	B	C	A	M	I
I	V	O	I	T	R	E	T	I	P	B	D	E	W	A	I	V
B	I	M	P	T	E	R	R	I	T	O	I	R	E	S	L	E
A	L	L	I	G	A	S	O	U	P	R	I	R	E	S	A	R
C	L	E	R	E	S	S	O	U	R	C	E	S	T	A	C	H
I	E	S	O	S	T	I	Y	V	I	L	O	A	G	R	I	N

RESSOURCES
QUARTIERS
TERRITOIRES
ALIMENTATION

AGRICULTURE
REVITALISATIONS
TRANSITIONS
EMPLOI

INCLUSION
NUMÉRIQUE
POLITIQUEDELAVILLE
COHÉSION

DÉVELOPPEMENT
COOPÉRATION
DIALOGUER
INSPIRER

ÉQUIPE & INSTANCES

L'ÉQUIPE 2024

Nous souhaitons remercier et adresser nos vœux de réussite à deux salariées qui se sont lancées dans de nouvelles aventures professionnelles :

- **Laurine BRUN**, chargée de mission cohésion sociale et inclusion numérique et territoires. Elle est aujourd'hui chargée de mission cohésion sociale, solidarités et politique de la ville à la mairie de Bègles (33).
- **Pauline NUNES**, chargée de mission Politique de la ville. Elle est aujourd'hui chargée de mission proximité au sein du cabinet du maire de la ville d'Angoulême (16).

Nous avons accueilli cinq nouvelles personnes au sein de l'équipe :

- **Valentina REBASTI**, responsable communication
- **Jules BALDY**, chargé de mission politique de la ville
- **Vincent TERNY**, chargé de mission inclusion numérique
- **Charlie DELORME**, chargée de mission inclusion numérique / participation citoyenne en politique de la ville
- **Émilie Diane MONCAUT**, chargée de mission DAT

En 2024 PQN-A a accueilli trois stagiaires, qui ont contribué à mener des travaux d'enquête et d'appui à la conduite des chantiers du centre de ressources.

- **Abraham FONTAINE** sur un référentiel des territoires de contractualisation
- **Mathilde AMIARI MOOD** sur l'analyse des orientations de la politique de la ville 2024-2030
- **Zelie TEYSSIER** sur un référentiel d'évaluation des PAT

- Pôle administratif et financier
- Pôle Communication
- Pôle Développement local et transitions
- Pôle Cohésion



Jonathan DELPECH
Directeur



Cécile MARQUAIS
Assistante de gestion administrative et comptable



Valentina REBASTI
Responsable communication



Anne-Sophie GILLION
Chargée de communication



Alexia MICHOU
Responsable Pôle Développement local et transitions



Maïwen HODEN
Chargée de mission Démarches alimentaires de territoire



Julia LAURENS
Chargée de mission Territoires et transitions



Pauline CHATELAIN
Chargée de mission Revitalisation des centres-bourgs et centres-villes



Emilie Diane MONCAUT
Chargée de mission Démarches alimentaires de territoire



Laurence LIEGEOIS
Responsable Pôle Cohésion



Christophe ROCHARD
Chargé de mission Dynamiques territoriales pour l'emploi



Vincent TERNY
Chargé de mission Inclusion numérique



Charlie DELORME
Chargée de mission Inclusion numérique et participation citoyenne



Jules BALDY
Chargé de mission Politique de la ville



Laurine BRUN
Chargée de mission Cohésion sociale Inclusion numérique et territoires



Pauline NUNES
Chargée de mission Politique de la Ville

LES INSTANCES 2024

Conformément à ses statuts, PQN-A est présidé alternativement par l'État et le Conseil régional. En 2024, le GIP PQN-A a été présidé par l'État.

REPRÉSENTANTS DE L'ÉTAT

NOM	FONCTION-INSTITUTION	ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	CONSEIL D'ADMINISTRATION
Etienne GUYOT	Préfet de Région	membre titulaire	membre titulaire
Régine LEDUC	Adjointe au SGAR	membre titulaire	membre titulaire
Isabelle GORCE	Chargée de mission auprès du Préfet	membre titulaire	membre suppléant
Alexandre ARRIVETS	Adjoint au Chef Pôle 3 E - Directions Régionales de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) Nouvelle-Aquitaine	membre titulaire	membre titulaire
Vincent JECHOUX	Direction Régionale Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Nouvelle-Aquitaine	membre titulaire	
Philippe DE GUÉNIN	Directeur Directions Régionales de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) Nouvelle-Aquitaine	membre titulaire	
Patrick AMOUSSOU-ADÉBLÉ	Secrétaire Général pour les Affaires Régionales	membre suppléant	membre suppléant
Caroline GAREAU	Chargé de mission Politiques territoriales contractualisations, études, affaires culturelles - SGAR Nouvelle-Aquitaine	membre suppléant	membre titulaire
Marie-Pierre BRUN	Chef du service régional Politique de la ville - DREETS Nouvelle-Aquitaine	membre suppléant	membre suppléant
Jennifer LIÉGEOIS	Cheffe du service adjointe Aménagement Habitat et Construction - DREAL Nouvelle-Aquitaine	membre suppléant	
Bénédicte GENIN	Directrice générale DRAAF Nouvelle-Aquitaine	membre suppléant	

REPRÉSENTANTS DE LA RÉGION

NOM	FONCTION-INSTITUTION	ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	CONSEIL D'ADMINISTRATION
Alain ROUSSET	Président du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine	membre titulaire	membre titulaire
Laurence ROUÈDE	Vice-présidente du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine en charge du développement et de l'équité des territoires et des politiques contractuelles	membre titulaire	membre titulaire
Maryse COMBRES	Conseillère régionale	membre titulaire	membre titulaire
Sandrine HERNANDEZ	Conseillère régionale déléguée à la revitalisation, au foncier et à l'urbanisme	membre titulaire	membre suppléant
Benoît TIRANT	Conseiller régional délégué à la Politique de la Ville	membre titulaire	membre suppléant
Bruno PALUTEAU	Conseiller régional	membre titulaire	
Karfa DIALLO	Conseiller régional	membre suppléant	membre suppléant
Emilie DUTOYA	Conseillère régionale déléguée à la pêche maritime, pisciculture et conchyliculture	membre suppléant	
Geneviève BARAT	Conseillère régionale déléguée à la ruralité, aux circuits courts et à la feuille de route Alimentation	membre suppléant	
Eric SARGIACOMO	Conseiller régional	membre suppléant	
Emmanuel CHARRE	Conseiller régional	membre suppléant	
Nathalie COLLARD	Conseillère régionale	membre suppléant	

Sont membres invités à titre consultatif en tant que représentants du Conseil économique, social et environnemental régional :

- **Patricia Marie BORDAS**, conseillère - titulaire
- **Philippe DESPUJOLS**, conseiller - suppléant



Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine

Ecosystème Darwin

87 quai de Queyries 33 100 Bordeaux

05 56 90 81 00 / contact@pqn-a.fr


Créé en 2002, PQN-A est le centre de ressources sur le développement territorial néo-aquitain.

Il œuvre pour tous les territoires avec une attention particulière en direction des plus vulnérables de notre région.

Pour en savoir plus sur nos actions en cours, les ressources de PQN-A, rendez-vous sur :

www.pqn-a.fr

Suivez PQN-A sur les réseaux sociaux :

-  [pays-et-quartiers-de-nouvelle-aquitaine-pqn-a](#)
-  [Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine](#)



PQN-A s'inscrit dans le Réseau National des Centres de Ressources Politiques de la Ville (RNCRPV).